



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
5 octobre 2012
Français
Original: anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-septième session

Doha, 26 novembre-1^{er} décembre 2012

Point 20 b) de l'ordre du jour provisoire

Questions administratives, financières et institutionnelles

Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013

Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013 au 30 juin 2012

Note de la Secrétaire exécutive*

Résumé

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2012-2013. Son objet est d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2012. À cette date, 14,9 millions d'euros avaient été reçus, soit 65,6 % du montant indicatif total des contributions attendues pour 2012. Les contributions volontaires se chiffraient à 0,3 million de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention et à 3,7 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 46,8 % environ du budget de base pour 2012 avaient été dépensés. De plus, le secrétariat avait affecté 6,9 millions de dollars à différents projets relevant du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et engagé 1,7 million de dollars provenant du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Ce document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et sur les dépenses d'appui aux programmes. Il fournit enfin des renseignements sur les ressources humaines et sur l'exécution des programmes.

* Le présent document a été soumis tardivement parce qu'il a nécessité des consultations internes.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
A. Mandat.....	1	3
B. Objet de la note.....	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	3	3
II. Rapport sur les recettes et les dépenses.....	4–25	3
A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la Convention	4–9	3
B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention.....	10–12	6
C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires	13–16	7
D. Fonds d’affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre	17–18	8
E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international des transactions.....	19–20	9
F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)	21–22	10
G. Dépenses d’appui aux programmes	23–25	11
III. Exécution des programmes	26–106	11
A. Direction exécutive et gestion	28–35	12
B. Atténuation, données et analyses.....	36–43	14
C. Financement, technologie et renforcement des capacités	44–53	17
D. Adaptation	54–60	20
E. Mécanismes pour un développement durable.....	61–67	22
F. Affaires juridiques	68–74	23
G. Services des affaires de la Conférence	75–82	25
H. Communications et services de gestion des connaissances	83–96	26
I. Services des technologies de l’information	97–99	28
J. Services administratifs.....	100–106	29
IV. Informations supplémentaires	107	30
Annexes		
I. Human Ressources		31
II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2012–2013.....		35
III. Programme performance data for the period 1 January 2012 to 30 June 2012		39

I. Introduction

A. Mandat

1. Par les décisions 18/CP.17 et 17/CMP.7, la Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013. La Conférence des Parties a également prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport à sa dix-huitième session sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2012. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2011/2/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat pour 2012-2013, et le document FCCC/SBI/2012/INF.12 sur l'état des contributions au 15 novembre 2012. Il contient aussi des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures qu'il pourrait juger nécessaires en vue de les inclure dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa dix-huitième session et à la CMP à sa huitième session.

II. Rapport sur les recettes et les dépenses

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

4. La Conférence des Parties, par sa décision 18/CP.17, et la CMP, par sa décision 17/CMP.7, ont adopté un budget total de 48,5 millions d'euros pour l'exercice biennal 2012-2013 (voir le tableau 1).

Tableau 1

Budget-programme de base approuvé et source des recettes pour l'exercice biennal 2012-2013

	2012 (EUR)	2013 (EUR)	Total (EUR)
Dépenses afférentes aux programmes	21 507 201	21 258 557	42 765 758
Dépenses d'appui aux programmes	2 795 936	2 763 612	5 559 548
Ajustement de la réserve de trésorerie	185 875	0	185 875
Total du budget-programme approuvé	24 489 012	24 022 169	48 511 181

	2012 (EUR)	2013 (EUR)	Total (EUR)
Contributions selon le barème indicatif	22 722 074	22 255 231	44 977 305
Solde inutilisé des contributions d'exercices antérieurs (report)	1 000 000	1 000 000	2 000 000
Contribution du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	24 489 012	24 022 169	48 511 181

5. Le tableau 2 fait apparaître les recettes effectives du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour les six premiers mois de l'exercice biennal, soit 25,7 millions d'euros. Ce montant comprend pour l'essentiel 14,9 millions d'euros de contributions versées selon le barème indicatif par les Parties en 2012, un solde de fonds provenant d'exercices financiers antérieurs (report de l'exercice 2010-2011) de 9,7 millions d'euros et une contribution volontaire du gouvernement du pays hôte de 0,77 million d'euros.

Tableau 2

Recettes du budget de base au 30 juin 2012

	2012 (EUR)
Report de l'exercice 2010-2011 ^a	9 677 400
Montant indicatif des contributions pour 2012 – Convention	9 465 543
Montant indicatif des contributions pour 2012 – Protocole de Kyoto	5 438 921
Contribution volontaire du gouvernement du pays hôte	766 938
Contributions pour des années ultérieures reçues à l'avance ^a	14 266
Intérêts, recettes accessoires et économies sur des exercices antérieurs ^a	295 243
Total des recettes^b	25 658 311

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,804 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2012.

^b La réserve de trésorerie s'établit à 2 017 160 euros.

6. Au 30 juin 2012, sur les 195 Parties à la Convention, 114 n'avaient pas versé leur contribution pour 2012 et, sur les 192 Parties au Protocole de Kyoto, 120 ne l'avaient pas fait non plus.

7. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2012 par programme ainsi que les dépenses pour les six premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2012, les dépenses se chiffraient à 10,1 millions d'euros, soit 46,8 % du budget approuvé pour 2012.

Tableau 3
Budget de base approuvé pour 2012 et dépenses par programme au 30 juin 2012

	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)	Dépenses en pourcentage du budget approuvé
<i>A. Programme</i>			
Direction exécutive et gestion	2 185 987	1 099 978	50,3
Atténuation, données et analyses	5 144 506	2 141 900	41,6
Financement, technologie et renforcement des capacités	2 867 510	982 305	34,3
Adaptation	1 894 567	703 246	37,1
Mécanismes pour un développement durable	560 159	236 404	42,2
Affaires juridiques	1 355 314	581 881	42,9
Services des affaires de la Conférence	1 643 216	932 590	56,8
Communication et services de gestion des connaissances	1 707 432	913 133	53,5
Services liés aux technologies de l'information	3 122 445	1 499 745	48,0
<i>B. Dépenses de fonctionnement pour l'ensemble du secrétariat^a</i>	1 691 236	966 177	57,1
Total partiel (A + B)	22 172 372	10 057 359	45,4
Moins: dividende exceptionnel d'efficacité	665 171		
Total^b	21 507 201	10 057 359	46,8

^a Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

^b Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

8. Le tableau 4 présente le budget de base approuvé pour 2012 et les dépenses au 30 juin 2012 par objet de dépense. Les «dépenses de personnel» comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique «consultants». Les frais de voyage du personnel envoyé en mission sont dissociés de ceux des experts participant à des ateliers et à des consultations informelles. Les «frais généraux de fonctionnement» comprennent les paiements aux fournisseurs de divers biens et services et d'autres dépenses de fonctionnement comme les dépenses correspondant aux services de télécommunications. Les «subventions et contributions» englobent les sommes versées pour la gestion des locaux de Bonn à l'Unité centrale chargée des services communs, qui fournit des services logistiques et administratifs au secrétariat, ainsi que la contribution annuelle au budget du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Tableau 4
Budget de base approuvé pour 2012 et dépenses par objet de dépense au 30 juin 2012

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
Dépenses de personnel	16 547 976	7 421 652	44,8
Consultants	746 884	345 186	46,2
Groupes d'experts	1 095 675	329 814	30,1
Frais de voyage du personnel	739 597	312 958	42,3
Frais généraux de fonctionnement	2 212 968	1 208 253	54,6
Subventions et contributions	829 272	439 496	53,0
Total partiel	22 172 372	10 057 359	45,4
Moins: dividende exceptionnel d'efficacité	665 171		
Total^a	21 507 201	10 057 359	46,8

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

9. Certains objets de dépense restent en deçà du taux d'exécution idéal de 50 % au 30 juin 2012. Par exemple, les coûts des groupes d'experts sont modiques principalement parce que plusieurs réunions du Comité de contrôle du respect des dispositions, de même que tous les examens centralisés que doit coordonner le programme «Atténuation, données et analyses», auront lieu en principe au second semestre de 2012. Les dépenses de personnel devraient augmenter dans les six prochains mois du fait du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année universitaire 2011-2012. D'autres objets de dépense affichent un taux d'exécution supérieur à 50 %, ce qui tient au fait que les paiements de certains services ne sont facturés qu'une ou deux fois par an (cours de langue, frais de communication, envois postaux, etc.) mais ont déjà fait l'objet d'un engagement de dépense.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention

10. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays parties en développement et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. Il s'agit des Parties dont le produit intérieur brut par habitant ne dépassait pas 7 500 dollars des États-Unis en 2007 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 14 000 dollars pour les petits États insulaires en développement.

11. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2012. Pour cette période, les recettes ont totalisé 5,6 millions de dollars, montant qui comprend principalement un solde reporté de l'exercice 2010-2011 de 5,1 millions de dollars et 0,3 million de dollars de contributions volontaires reçues par le secrétariat.

12. Les dépenses engagées au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2012-2013 pour couvrir la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises aux sessions de mai 2012 se sont chiffrées à 1,7 million de dollars, ce qui laisse, par rapport aux recettes, un solde positif de 3,9 millions de dollars. Ce solde servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises aux sessions des groupes de travail spéciaux tenues à Bangkok (Thaïlande) du 30 août au 5 septembre 2012, ainsi qu'à la dix-huitième session de la Conférence des Parties et à la huitième session de la CMP qui se tiendront à Doha (Qatar) à la fin de l'année.

Tableau 5

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2012

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	5 121 373
Contributions volontaires reçues en 2012	311 951
Intérêts	20 549
Recettes accessoires	110 936
Total des recettes	5 564 809
<i>Dépenses</i>	
Frais de voyage de 199 participants à la trente-sixième session du SBI et du SBSTA, à la dix-septième session de l'AWG-KP, à la quinzième session de l'AWG-LCA et à la première session de l'ADP	1 432 589
Autres frais de voyage	35 536
Dépenses d'appui aux programmes	190 856
Total des dépenses	1 658 981
Solde^a	3 905 828

^a Non compris la réserve de trésorerie de 672 648 dollars.

Abréviations: ADP = Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, AWG-KP = Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto, AWG-LCA = Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, SBI = Organe subsidiaire de mise en œuvre, SBSTA = Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

13. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours, y compris l'appui aux négociations dans le cadre des groupes de travail spéciaux.

14. Le tableau 6 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2012.

15. Des contributions volontaires d'un montant de 3,7 millions de dollars ont été reçues au cours de la période considérée. Parmi les autres sources de recettes du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, il convient de mentionner le solde des fonds de 26,5 millions de dollars reporté de l'exercice biennal 2010-2011, les droits et redevances perçus au titre de l'application conjointe, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, soit 33 millions de dollars au total au 30 juin 2012.

16. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se chiffraient à 6,9 millions de dollars au 30 juin 2012. Le solde inutilisé de 26,1 millions de dollars ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à financer les activités en cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal.

Tableau 6

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2012

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	26 534 977
Contributions volontaires reçues en 2012	3 709 322
Droits et redevances au titre de l'application conjointe	1 942 886
Intérêts	111 552
Recettes accessoires	721 967
Total des recettes	33 020 704
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	6 117 434
Dépenses d'appui aux programmes	795 137
Total des dépenses	6 912 571
Solde^a	26 108 133

^a Non compris la réserve de trésorerie de 2 500 000 dollars.

D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre

17. Le tableau 7 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2012. Les recettes pour l'exercice biennal 2012-2013, d'un montant de 153,6 millions de dollars, comprennent principalement un solde de fonds reporté de l'exercice précédent de 119,2 millions de dollars et des droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre (MDP) de 33,2 millions de dollars.

18. Au 30 juin 2012, les dépenses engagées se montaient à 22,3 millions de dollars, ce qui laissait un solde inutilisé de 131,2 millions de dollars, ou 86,2 millions de dollars après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars.

Tableau 7
Situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2012
(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	119 203 135
Droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre	33 232 945
Intérêts	520 422
Recettes accessoires	607 671
Total des dépenses	153 564 173
<i>Dépenses</i>	
Dépenses d'appui aux programmes	19 766 571
Total des dépenses	22 336 244
Solde^a	131 227 929

^a Non compris la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars.

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

19. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2012 sont présentées au tableau 8. Elles se chiffraient à 6,4 millions d'euros pour 2012 et comprenaient pour l'essentiel 4 millions d'euros reportés de l'exercice biennal précédent et 2,3 millions d'euros de droits d'utilisation du relevé international des transactions (80,5 % des droits perçus pour l'année).

Tableau 8
Recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2012
(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011 ^a	4 038 951
Droits d'utilisation du relevé international des transactions perçus en 2012	2 321 614
Intérêts et recettes accessoires ^a	54 578
Total des recettes^b	6 415 143

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,804 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2012.

^b La réserve de trésorerie s'établit à 239 680 euros.

20. Le tableau 9 fait apparaître le budget approuvé pour 2012 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2012. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto (FCCC/KP/CMP/2012/8).

Tableau 9

Budget approuvé pour 2012 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions par objet de dépense au 30 juin 2012

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
Dépenses de personnel	734 784	291 855	39,7
Services contractuels et consultants	1 647 864	1 261 008	76,5
Groupes d'experts	17 748	–	–
Frais de voyage du personnel	17 508	1 422	8,1
Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs	137 592	61 367	44,6
Total^a	2 555 496	1 615 652	63,2

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

21. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2012, la contribution pour 2012 avait été intégralement versée. La contribution au Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) a été utilisée pour couvrir les frais d'organisation des sessions qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée.

22. Le tableau 10 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2012 à la date du 30 juin 2012. Déduction faite d'un total des dépenses de 1,7 million d'euros et de la réserve de trésorerie de 241 200 euros, le solde inutilisé des fonds se chiffre à 40 848 euros, montant qui devrait être intégralement dépensé d'ici à la fin de 2012.

Tableau 10

Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2012

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011 ^a	221 130
Contributions	1 789 522
Intérêts créditeurs et recettes d'exercices antérieurs	4 701
Total des recettes	2 015 353
<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	1 108 221
Appui informatique aux conférences	232 360
Part des coûts liés aux services communs	9 018
TVA remboursable	184 299
Dépenses d'appui aux programmes	199 407
Total des dépenses	1 733 305
Solde^b	282 048

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,804 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2012.

^b La réserve de trésorerie s'établit à 241 200 euros.

G. Dépenses d'appui aux programmes

23. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme «Services administratifs»). Les services centraux – vérification des comptes, états de paie, placements des fonds, services de trésorerie et services liés à l'administration de la justice – sont fournis par l'ONU et doivent être remboursés à l'Organisation.

24. Le tableau 11 indique l'état des dépenses d'appui aux programmes pour les six premiers mois de 2012. Au 30 juin 2012, les recettes se chiffraient à 18,9 millions de dollars et comprenaient un report de fonds de 13,3 millions de dollars de l'exercice biennal précédent, des recettes au titre des dépenses d'appui aux programmes de 5,5 millions de dollars et des intérêts et recettes accessoires de 68 700 dollars.

25. Au cours de la même période, 5 millions de dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel et d'autres frais. Les sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) n'avaient pas encore été payées. Déduction faite de la réserve de trésorerie de 5,5 millions de dollars, le solde inutilisé du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes s'établit à 8,4 millions de dollars.

Tableau 11

Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2012

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	13 317 393
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes	5 504 085
Intérêts et recettes accessoires	68 700
Total des recettes	18 890 178
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel du secrétariat	3 665 095
Autres dépenses du secrétariat	1 310 887
Services rendus par l'Organisation des Nations Unies	6 081
Total des dépenses	4 982 063
Solde^a	13 908 115

^a Non compris la réserve de trésorerie de 5 478 934 dollars.

III. Exécution des programmes

26. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail de l'exercice biennal 2012-2013 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation de ce programme de travail. Il convient donc de lire cette section en parallèle avec le document FCCC/SBI/2011/2/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

27. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions confiées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail de l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat.

A. Direction exécutive et gestion

28. La fonction générale du programme «Direction exécutive et gestion» consiste à diriger l'action du secrétariat de façon à répondre aux besoins des organes et des processus établis en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto et à garantir la cohérence globale des travaux du secrétariat. La Secrétaire exécutive et le Secrétaire exécutif adjoint définissent une orientation stratégique et représentent l'organisation à l'extérieur. Le programme apporte son concours à la Conférence des Parties et à la CMP ainsi qu'un appui direct au Président et au Bureau de la Conférence des Parties. Il coordonne l'appui du secrétariat au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA), au Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP) et au Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP), tout comme les activités correspondantes. La Secrétaire exécutive tient des consultations régulières avec les Parties, coordonne la coopération avec d'autres organisations, en particulier celles du système des Nations Unies, et communique avec les parties prenantes dans le monde entier pour les encourager à soutenir les objectifs et la mise en œuvre de la Convention.

29. Dans le prolongement des efforts engagés au cours de l'exercice biennal précédent, la Secrétaire exécutive s'est employée au premier semestre de 2012, à regrouper d'importantes initiatives de changement en un cadre stratégique grâce auquel le secrétariat ne cesse d'améliorer son fonctionnement pour devenir une organisation hautement performante. Ce cadre, qui s'articule autour de trois piliers (le facteur humain, les processus et l'impact), prévoit des mesures et des objectifs concrets à moyen et à long terme.

30. Concernant le pilier «impact», le secrétariat s'efforce d'anticiper de manière optimale les besoins changeants des Parties et du processus lié aux changements climatiques, et d'y répondre. À cet égard, l'Équipe de hauts responsables a entrepris au début de 2012 une évaluation complète des résultats de la dix-septième session de la Conférence des Parties et de la septième session de la CMP et a engagé des discussions stratégiques sur les incidences des résultats de Durban pour le secrétariat. Les travaux ont entre-temps progressé dans trois grands secteurs d'activité: un vaste processus de planification visant à optimiser le déploiement des ressources pour faire avancer le régime envisagé; les travaux lancés en interne par le comité de planification des activités intergouvernementales pour faire face aux problèmes de gestion des méthodes de travail découlant des résultats de Durban; et la tâche confiée à un comité de haut niveau chargé de la coordination de la mise en œuvre, consistant à suivre l'orientation stratégique de l'action du secrétariat pour concrétiser les résultats de Durban. En l'occurrence, le secrétariat a apporté un appui efficace aux travaux des groupes de travail spéciaux, y compris à l'ADP nouvellement créé. Les efforts intensifs de collecte de fonds déployés par la Secrétaire exécutive ont permis de disposer des ressources voulues pour tenir des sessions informelles supplémentaires des groupes de travail à Bangkok en août et septembre 2012.

31. Au-delà de l'appui direct aux Parties dans le cadre du processus de négociation lié à la Convention, le programme a continué de renforcer son rôle de coordination au sein du secrétariat de façon à coopérer avec le Secrétariat de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations internationales apparentées à l'appui du processus de la Convention et de l'application des décisions de la Conférence des Parties et de la CMP. À cet effet, le secrétariat a entrepris, dans une optique à long terme, de rationaliser sa coopération avec les organisations intergouvernementales de façon à pouvoir soutenir davantage les Parties dans leurs initiatives tendant à mettre en œuvre la Convention et le Protocole de Kyoto. En outre, la Secrétaire exécutive a reconduit dans ses fonctions l'attaché de liaison principal chargé de travailler avec le Cabinet du Secrétaire général à New York pour améliorer la coordination et maintenir une coopération efficace. La Secrétaire exécutive a participé à diverses réunions clefs, dont la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

(Rio+20), de façon à assurer une réelle communication propre à mobiliser les parties prenantes et à soutenir l'action en faveur du climat au niveau mondial.

32. Parmi les autres priorités de la Secrétaire exécutive et du programme «Direction exécutive et gestion», il convient de mentionner la communication avec un large éventail de parties prenantes et la mise en place de nouveaux partenariats, notamment avec les entités des Nations Unies, les organisations internationales, les fondations et les entités du secteur privé concernées. Le secrétariat a établi des partenariats en bonne et due forme avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau du Pacte mondial de l'ONU dans le cadre de l'initiative pour la protection du climat Caring for Climate¹ et avec la Fondation Bill et Melinda Gates au titre du volet urbain de l'initiative Momentum for Change (Dynamique du changement)². Un certain nombre de partenariats officiels avec d'autres parties prenantes sont à l'étude et il en sera rendu compte ultérieurement.

33. Les Parties ayant besoin d'être dûment informées du processus engagé face aux changements climatiques, la Secrétaire exécutive a veillé à ce que les rapports sur les sessions de la Conférence des Parties, de la CMP, des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux soient publiés en temps voulu, ainsi qu'à la compilation et à la publication sur le site Web de la Convention des informations communiquées par les Parties, notamment les observations formulées pour faire progresser les travaux des groupes de travail spéciaux. Le secrétariat a également intensifié ses efforts de communication concernant la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto en créant sur le site Web de la Convention une nouvelle rubrique consacrée à l'état d'avancement de la mise en œuvre («Implementation Updates»).

34. S'agissant du fonctionnement interne du secrétariat, le cadre stratégique vise à en améliorer l'efficacité, la qualité et la viabilité du point de vue écologique. À cet égard, le programme s'attache à mieux cibler les travaux de l'Équipe de hauts responsables, en particulier les politiques et processus internes, et à coordonner les mesures prises pour obtenir des gains d'efficacité, favoriser l'innovation et introduire divers changements au niveau du secrétariat. Concernant les travaux de l'Équipe de hauts responsables, la Secrétaire exécutive a institué un système de sous-comités chargés de différentes questions (finances, ressources humaines, technologies de l'information, communications stratégiques et déontologie) afin d'assurer un processus décisionnel plus productif au niveau de cette équipe. Sur le plan des mesures d'efficacité, l'Équipe de hauts responsables a approuvé un plan pour rationaliser et améliorer constamment le fonctionnement du secrétariat. La démarche retenue comprend un certain nombre d'outils fondés sur des éléments factuels et un processus de facilitation reposant sur la méthode Lean/Six Sigma, l'objectif étant d'optimiser les avantages escomptés en éliminant tout gaspillage et en améliorant les opérations. Deux projets pilotes, l'un visant à améliorer les recrutements au titre de la Convention, l'autre à rationaliser le traitement des droits et redevances sur les dossiers d'enregistrement et de délivrance d'unités dans le cadre du MDP, ont été exécutés et les solutions approuvées sont en cours d'application. Un consultant a été chargé d'assurer des services de formation, d'encadrement et d'accompagnement de façon à mettre en place d'ici à la fin de 2012 des capacités internes suffisantes pour que le personnel du secrétariat puisse analyser les méthodes de travail et rendre compte des avantages procurés par ces améliorations.

35. Enfin, la Secrétaire exécutive a poursuivi ses efforts pour créer un environnement de travail sain, qui contribue à motiver, à retenir et à attirer un personnel hautement performant, objectif clef du pilier «facteur humain» du cadre envisagé pour une organisation à performance maximale. À cet égard, une attention accrue a été accordée au

¹ http://www.unglobalcompact.org/issues/environment/climate_change/.

² http://unfccc.int/secretariat/momentum_for_change/items/6214.php.

cours de la période considérée au renforcement du cadre de gestion et de la structure des ressources humaines du secrétariat. Comme suite à ces initiatives, 60 % des cadres supérieurs ont participé à un programme de perfectionnement des compétences du personnel d'encadrement, 40 % des cadres intermédiaires ont suivi des programmes de renforcement des capacités de gestion et 70 % des responsables hiérarchiques ont bénéficié d'une formation aux techniques d'encadrement. Ces efforts ont un caractère permanent, l'objectif étant de dispenser une formation idoine à tous les cadres et responsables hiérarchiques. En outre, la formation obligatoire à la déontologie a été suivie par l'ensemble du personnel. Par ailleurs, une nouvelle stratégie de formation visant à renforcer les compétences et les aptitudes fondamentales des fonctionnaires du secrétariat fait désormais partie d'un vaste cadre stratégique applicable aux ressources humaines pour 2012-2014. Ce cadre prévoit des mesures concrètes en vue d'atteindre la parité hommes-femmes parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur au sein du secrétariat, d'améliorer le suivi du comportement professionnel et le sens des responsabilités à tous les niveaux, et de maintenir une répartition géographique appropriée du personnel. D'autres initiatives ont également été prises pour créer un environnement de travail plus sain.

B. Atténuation, données et analyses

36. Le programme «Atténuation, données et analyses» appuie le processus intergouvernemental en matière d'atténuation, notamment les activités menées dans ce domaine par les pays développés parties, les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) des pays en développement parties, la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (initiative REDD), les démarches sectorielles et la question des combustibles de soute, ainsi que les mesures de riposte, et facilite l'examen des informations et des données fournies par toutes les Parties dans leurs communications nationales, leurs inventaires des gaz à effet de serre (GES) et d'autres communications pertinentes.

37. Durant la période considérée, le programme a continué d'apporter son concours à divers éléments du Plan d'action de Bali et des Accords de Cancun se rapportant à l'action renforcée pour l'atténuation, notamment un appui à la communication et à l'examen des informations fournies tant par les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) que par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I).

38. L'appui à la communication et à l'examen des informations des Parties visées à l'annexe I a notamment consisté à:

- a) Coordonner les examens par des experts des cinquièmes communications nationales;
- b) Développer les activités de formation pour permettre à un nombre suffisant d'experts qualifiés et dûment préparés originaires de Parties visées à l'annexe I tout comme des Parties non visées à l'annexe I de participer efficacement aux examens au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto³;
- c) Publier 25 rapports sur l'examen technique des inventaires des GES des Parties visées à l'annexe I réalisé dans le cadre du cycle de 2011 de présentation et d'examen des inventaires de ces Parties;

³ Par exemple, le secrétariat a lancé un nouveau cours sur l'examen des estimations des inventaires obtenues à l'aide de méthodes plus complexes et utilisant plus de données. Au total, 118 experts ont déjà bénéficié de ce cours.

d) Appuyer sur le plan technique deux réunions du Comité de contrôle du respect des dispositions, au cours desquelles des informations provenant des rapports d'examen des inventaires ont été examinées;

e) Recevoir et traiter les inventaires annuels des GES des 43 Parties visées à l'annexe I dans le cadre du cycle de 2012 de présentation et d'examen des inventaires de ces Parties, y compris les informations supplémentaires soumises en application du paragraphe 1 de l'article 7 du Protocole de Kyoto pour les Parties visées à l'annexe I qui sont également Parties au Protocole de Kyoto⁴;

f) Établir et publier les 43 rapports annuels de situation faisant le point sur les inventaires des GES des Parties visées à l'annexe I⁵ et publier la première partie du rapport de synthèse et d'évaluation⁶, qui rassemble et compare les données communiquées par toutes les Parties;

g) Organiser et faciliter la neuvième réunion des examinateurs principaux des inventaires des GES des Parties visées à l'annexe I, tenue à Bonn en mars 2012, qui a fourni de nouvelles directives sur l'organisation des examens de ces inventaires⁷;

h) Achever l'élaboration d'une nouvelle version du logiciel CRF Reporter qui permettra aux Parties visées à l'annexe I de présenter leurs inventaires des GES conformément aux directives FCCC révisées pour la notification des inventaires annuels des Parties visées à l'annexe I adoptées dans la décision 15/CP.17⁸;

i) Faciliter la mise au point de modalités de mesure, de notification et de vérification des engagements et des initiatives des pays développés dans le cadre de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA).

39. L'appui à la communication et à l'examen des informations des Parties non visées à l'annexe I a notamment consisté à:

a) Aider le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (le Groupe consultatif d'experts) à accorder une assistance technique aux Parties non visées à l'annexe I dans l'établissement de leurs communications nationales⁹;

⁴ Les données soumises par les Parties ont été affichées telles quelles sur le site Web de la Convention à l'adresse http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/national_inventories_submissions/items/6598.php, ainsi que dans une base de données consultable sur l'interface d'accès aux données relatives aux GES http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php.

⁵ http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/inventory_review_reports/items/6617.php.

⁶ <http://unfccc.int/resource/webdocs/sai/2012.pdf>.

⁷ Compte tenu des suggestions formulées à cette réunion par les examinateurs principaux, le programme pilotera plusieurs démarches nouvelles dans le cadre des examens en question, dont l'utilisation d'une «salle de réunion virtuelle» en tant qu'outil de collaboration et l'organisation d'examens centralisés plus ciblés, chaque équipe d'experts s'occupant de deux ou trois Parties seulement.

⁸ La version expérimentale du nouveau logiciel CRF Reporter devait en principe être disponible à compter du 1^{er} octobre 2012.

⁹ Le programme a organisé trois ateliers régionaux de formation pratique prévus dans le programme de travail du Groupe consultatif d'experts. Les rapports de ces ateliers sont disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/cge/items/2608.php.

b) Recevoir, traiter et publier sur le site Web de la Convention 12 des deuxièmes communications nationales des Parties non visées à l'annexe I et une troisième communication nationale d'une Partie non visée à l'annexe I¹⁰;

c) Collaborer avec des partenaires pour aider les Parties non visées à l'annexe I à se doter des capacités nécessaires pour établir et entretenir des systèmes durables de gestion des inventaires des GES et constituer un inventaire bien documenté dans les secteurs de l'agriculture, de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie.

40. Le programme a continué d'apporter son concours au processus lié aux MAAN, notamment par les activités suivantes:

a) Élaboration d'un prototype du registre des MAAN et présentation de ce prototype aux Parties lors de la trente-sixième session du SBI;

b) Fourniture sur le site Web de la Convention de modèles permettant de présenter rapidement les différents types de MAAN et les informations sur l'appui reçu ou accordé;

c) Organisation d'un atelier à l'intention de participants d'Asie et d'Europe orientale afin d'aider les pays en développement à élaborer et à appliquer des MAAN¹¹.

41. Au cours de la période considérée, les travaux consacrés aux questions méthodologiques et scientifiques ont notamment consisté à:

a) Apporter un appui à l'AWG-KP et à l'AWG-LCA concernant l'action des pays développés en matière d'atténuation, y compris l'établissement de documents techniques et l'organisation d'ateliers;

b) Établir un document technique sur les solutions de financement possibles pour l'application intégrale de mesures axées sur les résultats ayant trait à l'initiative REDD¹²;

c) Appuyer la mise au point de modalités de mesure, de notification et de vérification des émissions anthropiques par les sources et des absorptions par les puits liées à l'état des forêts ainsi que des variations des stocks de carbone forestier et de la superficie des forêts résultant de la mise en œuvre d'activités au titre du mécanisme REDD-plus¹³;

d) Maintenir et améliorer les partages d'informations concernant l'initiative REDD et le rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des

¹⁰ http://unfccc.int/national_reports/non-annexe_i_natcom/items/2979.php. Les données relatives aux gaz à effet de serre présentées dans ces communications nationales ont été intégrées dans l'interface d'accès aux données relatives aux GES en ligne au cours de deux opérations de mise à jour réalisées pendant la période considérée, l'une en mars 2012 et l'autre en juin 2012. L'opération de mars comprenait aussi des données provenant de cinq communications nationales soumises en décembre 2011 et celle de juin contenait des données provenant de 11 communications nationales.

¹¹ Au cours de cet atelier organisé à Erevan (Arménie) du 2 au 4 juillet 2012, 73 experts, dont 36 des Parties et 19 d'organisations internationales, ont échangé des vues et des expériences sur les aspects institutionnels et financiers des MAAN.

¹² FCCC/TP/2012/3.

¹³ Démarches générales et mesures d'incitation positive pour tout ce qui concerne la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement; et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

stocks de carbone forestier dans les pays en développement au moyen de la plate-forme Web du REDD¹⁴;

e) Mettre au point et rendre pleinement opérationnel le Forum REDD de la Convention¹⁵;

f) Fournir un appui au SBSTA dans le cadre de ses travaux en cours sur les émissions provenant des transports aériens et maritimes internationaux et les paramètres communs de mesure, ainsi que pour le lancement de travaux sur l'agriculture et sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie.

42. Le programme a continué d'appuyer sur le plan technique le fonctionnement du RIT. Il a été procédé à une analyse technique préliminaire des modifications à envisager pour le RIT et la base de données de compilation et de comptabilisation en prévision de la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Le programme a également fourni un appui à l'Union européenne et à ses États membres pour le regroupement des registres de l'Union européenne en un seul système technique.

43. Lors des sessions tenues en mai 2012, le programme a continué de jouer un rôle clef dans l'appui aux négociations menées dans le cadre des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto¹⁶.

C. Financement, technologie et renforcement des capacités

44. L'objectif général du programme «Financement, technologie et renforcement des capacités» est de soutenir la mobilisation de ressources financières, la coopération internationale sur la mise au point et le transfert de technologies, le renforcement des capacités, ainsi que l'éducation, la formation et la sensibilisation du public pour permettre aux Parties d'engager une action renforcée face aux changements climatiques. Le programme coordonne également l'appui du secrétariat au SBSTA et contribue à apporter un appui au SBI, pour que les travaux puissent se dérouler de façon efficace et rationnelle.

45. Durant la période considérée, le programme a apporté un concours aux Parties pour faire progresser les travaux et les processus de négociation en cours au niveau intergouvernemental dans le cadre du SBI, du SBSTA et de l'AWG-LCA sur des questions liées à l'examen initial du Fonds pour l'adaptation, du Fonds pour les pays les moins

¹⁴ Décision 2/CP.13, par. 10, http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php.

¹⁵ <http://www.unfccc-redd-forum.net>.

¹⁶ Un appui a été accordé dans divers domaines pris en considération par ces organes: action engagée par les pays développés parties et les pays en développement parties en matière d'atténuation; démarches générales et mesures d'incitation positive sur les questions se rapportant à l'initiative REDD; engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions par les Parties visées à l'annexe I; moyens de rehausser le niveau d'ambition des efforts d'atténuation; aspects scientifiques, techniques et socioéconomiques de l'atténuation des changements climatiques; émissions imputables aux combustibles utilisés dans les transports aériens et maritimes internationaux; paramètres de mesure communs permettant de calculer l'équivalent carbone des émissions de GES autres que le dioxyde de carbone; évaluation et analyse, au niveau international, des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie des pays développés parties; divers types de MAAN; prototype du registre des MAAN; élaboration de lignes directrices générales concernant la mesure, la notification et la vérification au niveau national des MAAN soutenues par les pays eux-mêmes; conséquences économiques et sociales des mesures de riposte; communications nationales des Parties non visées à l'annexe I; composition, modalités et procédures de l'équipe d'experts techniques participant au processus de consultations et d'analyses internationales; et lancement de programmes de travail dans le cadre du SBSTA sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie ainsi que sur l'agriculture.

avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques, aux modalités d'interaction et au plan de travail glissant du Comité exécutif de la technologie, au choix de l'entité hôte du Centre des technologies climatiques, au programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies, au troisième examen de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en transition et à l'examen de la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi modifié relatif à l'article 6 de la Convention.

46. Le programme a continué de travailler à la mise au point du portail consacré au financement¹⁷ en tenant à jour les informations présentées dans le module du financement à mise en œuvre rapide et celui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et en élaborant et en lançant un nouveau module concernant le Fonds pour l'adaptation¹⁸. Les mises à jour ont permis d'intégrer les observations des Parties ainsi que les informations régulièrement communiquées par le FEM et le Fonds pour l'adaptation. Les avis reçus des parties prenantes associées au financement de la lutte contre les changements climatiques montrent qu'elles sont très satisfaites des renseignements sur les apports financiers auxquels le portail consacré au financement permet d'accéder.

47. Au cours de la période considérée, le programme, en collaboration avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation, a organisé deux ateliers régionaux¹⁹ qui ont permis aux représentants de Parties et d'organisations ayant le statut d'observateur de la région du Pacifique, d'Asie et d'Europe orientale de se familiariser avec le processus et les critères d'accréditation des entités nationales chargées de l'exécution en vue d'un accès direct au Fonds pour l'adaptation.

48. Le programme est resté en rapport avec le FEM sur diverses questions, qu'il s'agisse du portail consacré au financement, d'activités relatives aux changements climatiques engagées au titre de la Caisse du FEM ou de l'élaboration de la stratégie de mobilisation du secteur privé par le FEM. En concertation avec le secrétariat du FEM, le programme a organisé un séminaire commun des deux secrétariats, qui a permis de renforcer la collaboration et l'échange d'informations sur la mise en œuvre des directives de la Conférence des Parties dans des domaines tels que le transfert de technologies, l'atténuation, l'adaptation et les activités d'appui.

49. Le programme a apporté son concours à la conception et à l'exécution du programme de travail sur le financement à long terme, notamment en fournissant un appui logistique et fonctionnel au premier atelier, organisé à Bonn en juillet 2012²⁰. Environ 140 personnes, notamment des représentants des Parties, d'organisations ayant le statut d'observateur et du monde universitaire, ont participé à cet atelier: les avis reçus font apparaître un degré élevé de satisfaction à l'égard des dispositions prises et des exposés présentés. En outre, le programme a entrepris de préparer la première réunion du Comité permanent, prévue pour septembre 2012.

¹⁷ <http://unfccc.int/pls/apex/f?p=116:1:1273473751496967>.

¹⁸ http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/adaptation_fund/items/6668.php. Ce module présente les données sur les projets fournies par le Conseil du Fonds pour l'adaptation après chacune de ses réunions.

¹⁹ De plus amples informations sur ces ateliers, y compris la documentation y relative, sont disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/adaptation_fund/items/6193.php.

²⁰ Les documents et les exposés présentés à l'atelier sont disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/long-term_finance/items/6963.php. Des informations sur les réseaux sociaux et les outils en ligne utilisés pour faciliter les échanges de communication et l'ouverture du programme de travail sur le financement à long terme sont disponibles aux adresses http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/long-term_finance/items/6966.php et http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/long-term_finance/items/6972.php.

50. Le programme a aidé à organiser les deuxième et troisième réunions²¹ du Comité exécutif de la technologie en février et mai 2012 et à élaborer et exécuter le plan de travail glissant du Comité pour 2012-2013. L'appui au Comité a consisté notamment à organiser, lors de sa troisième réunion, le dialogue thématique sur les conditions propices et les obstacles au transfert de technologies, à recenser les feuilles de route et outils existants en matière de technologie et les activités correspondantes de mise au point et de transfert de technologies entreprises par les organisations compétentes et à concevoir une nouvelle plate-forme d'information technologique dans le cadre du mécanisme d'échange TT:CLEAR. Le programme a également aidé le Comité exécutif de la technologie à mettre au point les modalités initiales d'interaction avec d'autres dispositifs institutionnels.

51. Le processus de sélection de l'entité susceptible d'héberger le Centre des technologies climatiques a été facilité, notamment en publiant l'appel à propositions, en réunissant et en soutenant le comité d'évaluation chargé d'étudier les propositions reçues et en communiquant avec les auteurs de propositions dans le cadre du processus de sélection. Le SBI a ainsi pu adopter à sa trente-sixième session une liste comportant trois propositions.

52. Le programme a maintenu son appui à la mise en œuvre des cadres pour le renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays en transition. Les organismes partenaires ont été informés des nouvelles priorités des pays en développement et des informations sur les activités de renforcement des capacités ont été recueillies auprès de 265 entités gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales. Par ailleurs, le programme a organisé la première réunion du Forum de Durban²²; les avis reçus des participants, notamment des représentants des Parties, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et du secteur privé, donnent à penser qu'ils ont été très satisfaits de l'organisation de la réunion.

53. Le programme a également facilité la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi modifié en favorisant les partenariats et en stimulant l'action²³ des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, en organisant un atelier sur l'application de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés (PMA)²⁴, en fournissant un appui à 78 coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention, en poursuivant les travaux de mise au point du CC:iNet par des mises à jour périodiques du contenu et la promotion de ce mécanisme dans les réseaux sociaux du secrétariat, et en coordonnant l'Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques par des échanges réguliers d'informations et l'organisation de conférences à l'intention des jeunes avec le Président du SBI et la Secrétaire exécutive à l'occasion de la trente-sixième session du SBI.

²¹ <http://unfccc.int/ttclear/jsp/TECMeeting.jsp>.

²² Des informations sur cette réunion sont disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/6802.php. Le rapport sur la réunion (FCCC/SBI/2012/20) sera examiné par le SBI à sa trente-septième session.

²³ Il convient à cet égard de mentionner la coordination de l'Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/youth_portal/items/6519.php et la fourniture de conseils pratiques aux membres du mécanisme UN CC: Learn <http://www.uncclearn.org/>.

²⁴ http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/6903.php.

D. Adaptation

54. Le programme «Adaptation» aide les Parties, en particulier les pays en développement parties, à évaluer, élaborer et exécuter des plans, des politiques et des mesures d'adaptation visant à réduire la vulnérabilité, à accroître la résilience et à améliorer l'assise scientifique de la politique internationale dans le domaine du climat et de l'action relative aux changements climatiques, notamment en facilitant l'examen du caractère adéquat de l'objectif global à long terme consistant à contenir la hausse de la température. Le programme apporte un appui aux délibérations et aux négociations intergouvernementales sur ces questions et sur la vision commune d'une action concertée à long terme.

55. Au cours de la période considérée, le programme a continué de faciliter la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún par les moyens suivants:

a) Appui à l'exécution du programme de travail sur les pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements. Cet appui a consisté notamment à organiser diverses activités prescrites, notamment une réunion d'experts sur l'évaluation du risque de pertes et de préjudices²⁵, l'établissement d'un document technique en prévision de cette réunion²⁶ et l'élaboration du rapport de la réunion en question. Le programme a aussi organisé la première de quatre réunions d'experts sur les démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques²⁷, tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), et a préparé un document d'information pour cette réunion. Les deux réunions ont attiré un grand nombre de participants, représentant un éventail relativement large et bien équilibré de Parties, d'organisations et d'experts. Le programme a reçu des avis positifs de toutes les parties concernées au sujet des réunions et des documents correspondants;

b) Appui au processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) par les pays les moins avancés et les autres pays en développement parties intéressés, selon les besoins, notamment par la publication d'un rapport de synthèse²⁸;

c) Appui aux travaux du Comité de l'adaptation, s'agissant de préparer sa première réunion²⁹.

56. Le programme a apporté son concours au Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA) en prenant les dispositions voulues (logistique, voyages et organisation) en vue de sa vingt et unième réunion³⁰. En outre, il a continué de soutenir l'exécution du programme de travail du Groupe d'experts des PMA, concernant notamment l'élaboration de directives techniques applicables au processus des plans nationaux d'adaptation, l'appui à ce processus et aux PANA, et d'autres éléments du programme de travail en question.

57. La mobilisation continue d'un large éventail de parties prenantes à l'appui du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements s'est traduite par une augmentation de 15 %

²⁵ Pour le rapport de la réunion, voir le document FCCC/SBI/2012/INF.3.

²⁶ FCCC/TP/2012/1.

²⁷ <http://unfccc.int/6872.php>.

²⁸ FCCC/SBI/2012/8.

²⁹ En raison de la présentation tardive au secrétariat des candidatures aux postes de membre du Comité, la première réunion du Comité de l'adaptation s'est tenue après la période considérée.

³⁰ Pour le rapport de cette réunion, voir FCCC/SBI/2012/7.

du nombre des organismes partenaires du programme de travail de Nairobi, le nombre des engagements à agir étant également en hausse³¹. Le partage des connaissances a été facilité entre les organisations, les institutions, les experts, les communautés et le secteur privé, notamment par la mise à jour continue de toutes les informations pertinentes sur le programme de travail et sur les organismes partenaires figurant sur le site Web correspondant³². Un des exemples récents de ce partage de connaissances concerne la base de données (initiative du secteur privé) sur les mesures d'adaptation, qui a été officiellement lancée à la dix-septième session de la Conférence des Parties. La base de données contient près d'une centaine d'études de cas sur des activités à la fois durables et rentables d'adaptation aux changements climatiques dans lesquelles des sociétés privées ont joué un rôle d'avant-garde. Le programme a également facilité par divers moyens la collaboration avec les organismes partenaires et un large éventail de parties prenantes en vue d'exécuter les activités prescrites. Une table ronde d'experts a par exemple été accueillie en mars 2012 par un organisme partenaire du programme de travail de Nairobi. L'objectif de la réunion était de susciter les réflexions d'experts de l'eau sur des contributions thématiques éventuelles à la planification d'un atelier technique que le SBSTA a demandé au secrétariat d'organiser avant sa trente-septième session³³. Au total, 21 experts de 16 organisations mondiales et régionales travaillant dans le domaine de l'eau et de l'adaptation aux changements climatiques ont mis en commun leurs connaissances et leurs compétences, ont formulé des recommandations pour aider à organiser l'atelier technique et ont examiné les modalités ultérieures de collaboration pour faire avancer les débats sur les questions relatives à l'eau dans le cadre du programme de travail de Nairobi.

58. Dans le domaine de la recherche et de l'observation systématique, le programme a continué de faciliter la circulation de l'information et la communication sur les activités et les résultats des travaux de recherche ainsi que sur les besoins connexes dans le contexte des décisions 9/CP.11 et 16/CP.17. Des dispositions ont été prises pour continuer d'organiser le dialogue sur la recherche prescrit par les organes délibérants, y compris la réunion tenue à la trente-sixième session du SBSTA avec les représentants de programmes et d'organismes régionaux et internationaux de recherche, le GIEC et des représentants des principaux groupes de Parties³⁴.

59. Le programme «Adaptation» a appuyé les négociations menées dans le cadre de l'AWG-LCA sur l'examen initial du caractère adéquat de l'objectif global à long terme figurant dans les Accords de Cancún, qui sera entrepris en 2013, et sur l'objectif à définir pour réduire les émissions mondiales d'ici à 2050 et parvenir à un plafonnement de ces émissions. Le programme a organisé un atelier de session sur l'accès équitable au développement durable afin d'étayer les négociations sur la définition de l'objectif global de réduction des émissions et l'établissement d'un calendrier pour le plafonnement de ces émissions. L'atelier comprenait également un débat sur l'application du principe d'équité³⁵. Les 16 exposés présentés lors de l'atelier, principalement par les chefs de délégation, ont été suivis d'un échange interactif entre les Parties. La réunion, qui a suscité des réactions favorables de la part de toutes les Parties, était la première initiative prise pour traiter cette question. Un débat complémentaire a été organisé au cours des sessions informelles de Bangkok en août et septembre 2012.

60. Dans le cadre de ses différents secteurs d'activité, le programme a continué de collaborer avec bon nombre d'organisations multilatérales, internationales, régionales et nationales, dont le FEM, le GIEC, l'Organisation météorologique mondiale, le Système

³¹ FCCC/SBSTA/2012/INF.1.

³² <http://unfccc.int/3633.php>.

³³ Décision 6/CP.17, par. 4 a).

³⁴ <http://unfccc.int/6793.php>.

³⁵ Pour le rapport de l'atelier, voir le document FCCC/AWGLCA/2012/INF.3/Rev.1.

mondial d'observation du climat, le Système mondial des systèmes d'observation de la Terre et le Système mondial d'observation terrestre.

E. Mécanismes pour un développement durable

61. Pendant la période considérée, le programme relatif aux mécanismes pour un développement durable a continué pour l'essentiel de fournir un appui fonctionnel aux deux organes chargés de superviser la mise en œuvre des mécanismes fondés sur l'exécution de projets au titre du Protocole de Kyoto, à savoir le Conseil exécutif du MDP et le Comité de supervision de l'application conjointe. Il appuie en outre les négociations tant sur les mécanismes existants, dans le cadre de l'AWG-KP, que sur des démarches fondées ou non sur le marché, dans le cadre de l'AWG-LCA.

62. Le programme a apporté son concours au groupe de haut niveau chargé du dialogue directif du MDP en vue de procéder à une évaluation de ce mécanisme, notamment son impact, sa gouvernance et le rôle qu'il pourrait jouer à l'avenir à l'appui des objectifs du Protocole de Kyoto et de la Convention. Des dispositions ont été prises au total pour 28 réunions multipartites dans le monde entier avec différents groupes de parties prenantes, 3 réunions du groupe de haut niveau et bon nombre de consultations informelles et de réunions en ligne entre celui-ci, ses conseillers et les groupes de parties prenantes. Le programme a aussi aidé à coordonner la mise en place du programme de recherche du dialogue directif du MDP, qui a mis à contribution 12 équipes de chercheurs pour examiner 22 sujets de recherche dans 3 grands domaines (impact, gouvernance et contexte futur dans lequel s'inscrira le MDP). Le rapport final du groupe de haut niveau, comprenant 48 recommandations sous 12 rubriques thématiques, sera présenté à la soixante-neuvième réunion du Conseil exécutif du MDP et sera publié en septembre 2012 sur le site Web du Dialogue directif du MDP. L'appui fourni par le programme a été essentiel, qu'il s'agisse de l'organisation de toutes les réunions en temps voulu, des aspects logistiques, des contrats des experts, des dispositions à prendre en matière de voyage ou de la coordination des activités de recherche. Le groupe de haut niveau a vivement apprécié cet appui. Les recommandations s'adressent au Conseil exécutif du MDP et aux Parties au Protocole de Kyoto et à la Convention. Leur application devrait avoir un fort impact positif sur les efforts déployés pour que les marchés du carbone continuent de contribuer aux activités d'atténuation au niveau international.

63. Au cours de la période considérée, conformément au plan de travail du Conseil exécutif du MDP et au plan de gestion correspondant pour 2012, des dispositions ont été prises en vue de 14 réunions du Conseil exécutif du MDP et de ses groupes d'étude et groupes de travail. Outre les arrangements logistiques, il a fallu élaborer et fournir 59 documents au total pour les réunions du Conseil exécutif du MDP et prévoir des produits supplémentaires pour ses groupes d'étude et groupes de travail.

64. Le programme a appuyé l'enregistrement de 533 projets du MDP et la délivrance d'un peu plus de 148 millions d'unités de réduction certifiée des émissions. Il a facilité l'adoption, par le Conseil exécutif du MDP, de procédures et directives révisées concernant les programmes d'activités à prévoir dans les méthodes pour les projets de grande ampleur. Il a également permis de renforcer les échanges entre l'équipe chargée des demandes d'enregistrement et de délivrance d'unités et le Conseil exécutif du MDP concernant l'évaluation des projets dans le cadre de la rationalisation et de l'optimisation du temps que le Conseil consacre aux réunions. Le Conseil centre son attention sur les différences entre l'évaluation des dossiers par l'équipe et celle du secrétariat et n'a donc plus que 5 à 15 cas à examiner par réunion au lieu de 50 ou plus antérieurement. Le secrétariat a aussi aidé à mettre en place les dispositions nécessaires pour le nouveau groupe de travail du captage et du stockage du carbone.

65. À cela s'est ajoutée l'organisation de 11 interventions de parties prenantes, notamment une formation destinée aux autorités nationales désignées (AND) d'Afrique et un atelier régional à l'occasion du quatrième Forum africain du carbone, dont la coordination a été assurée par le secrétariat, avec la participation des partenaires du Cadre de Nairobi. Parmi les autres interventions, il convient de mentionner un atelier conjoint du MDP et du mécanisme d'application conjointe, une table ronde du MDP et trois ateliers avec le personnel technique des entités opérationnelles désignées. De plus amples informations sont présentées sur le site Web de la Convention³⁶. Une formation à la gestion des réunions a été menée à bien durant cette période en réponse à une demande antérieure du Conseil exécutif et de ses groupes d'étude et groupes de travail. Les autorités nationales désignées ont bénéficié d'une formation à l'élaboration de stratégies de communication. Le secrétariat a aussi reçu une formation à la gestion de projets dans le but de parvenir à une plus grande efficacité dans la planification et l'exécution de ses travaux. Le système de gestion de la formation récemment introduit a été utilisé pour présenter quatre parties d'un nouveau cours en ligne pour le fichier d'experts de l'accréditation, ce qui évitera d'avoir à organiser à l'avenir de multiples ateliers à participation directe, plus onéreux, d'où une réduction des coûts.

66. La communication et la transparence ont été améliorées par l'introduction d'une page «presse» du MDP et de comptes Facebook et Twitter pour les mécanismes carbone de l'ONU. La chaîne YouTube du MDP a été visionnée près de 10 000 fois au cours de la période considérée. La page «presse» du MDP a attiré presque 10 000 visiteurs durant la même période. La page Web des mécanismes carbone de l'ONU sur Facebook a été appréciée par 801 visiteurs et elle est actuellement consultée par 40 personnes.

Les messages affichés sur Facebook sont partagés et atteignent plus de 350 à 500 personnes en moyenne. Sur Twitter, la page Web des mécanismes carbone de l'ONU compte 615 utilisateurs. Bon nombre des messages sont rediffusés et repris par des réseaux et des organisations non gouvernementales de défense de l'environnement. Huit vidéos montrant les avantages du MDP ont été produites et largement diffusées par l'intermédiaire des réseaux sociaux et ont été visionnées par plus de 1 800 personnes. Les reportages radio concernant des projets du MDP en Afrique, diffusés sur la plate-forme Soundcloud, ont attiré 2 500 auditeurs. Une nouvelle publication intitulée *CDM in Africa – Finance and support*³⁷ a été achevée et distribuée au Forum africain du carbone organisé en Éthiopie en avril 2012, afin de promouvoir la participation au MDP. Le deuxième concours radiophonique du MDP pour l'Afrique, le cinquième concours de photos, de vidéos et de fichiers sonores du MDP «Changing Lives» et la troisième présentation promotionnelle des autorités nationales désignées ont également été lancés durant la période considérée.

67. Le programme a organisé et appuyé deux réunions du Comité de supervision de l'application conjointe et une réunion du groupe d'experts de l'accréditation pour l'application conjointe. Un appui technique concret a continué d'être apporté au SBSTA sur des questions liées au principe de matérialité, au captage et au stockage du dioxyde de carbone et aux hydrofluorocarbones.

F. Affaires juridiques

68. Le programme des affaires juridiques a pour objectif général de fournir un appui et des conseils juridiques sur des questions se rapportant à la mise en œuvre de la Convention, du Protocole de Kyoto et des résultats convenus au titre de la Feuille de route de Bali, ainsi que sur le fonctionnement du secrétariat, à l'intention:

³⁶ <http://cdm.unfccc.int/>.

³⁷ http://unfccc.int/resource/docs/publications/pub_cdm_africa_finance_2012.pdf.

a) Des organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, et des organes susceptibles d'être créés en vertu des résultats convenus en application des décisions 1/CMP.1 et 1/CP.13;

b) De la Secrétaire exécutive, des programmes du secrétariat et des Parties.

69. Pendant la période considérée, les organes de la Convention et du Protocole de Kyoto, le Président et les bureaux de la Conférence des Parties et de la CMP, les présidents des organes subsidiaires et des organes constitués, les Parties, les observateurs, la Secrétaire exécutive et les programmes du secrétariat ont sollicité et reçu des conseils sur diverses questions juridiques, institutionnelles et de procédure.

70. Une aide a été fournie aux Parties au sujet des négociations en cours pour un futur régime applicable aux changements climatiques, en particulier sur des questions juridiques se rapportant aux amendements qu'il est proposé d'apporter au Protocole de Kyoto pour la deuxième période d'engagement, à la prompte entrée en vigueur de ces amendements et à une transition sans hiatus vers une deuxième période d'engagement, notamment sur les aspects méthodologiques, l'accent étant mis sur les dispositions relatives à l'établissement de rapports et aux examens, ainsi que dans l'optique de la première session de l'ADP. Un appui juridique a été apporté à l'application et à la mise en œuvre opérationnelle des Accords de Cancún et des résultats de Durban, notamment le processus de sélection de l'entité hôte du Centre des technologies climatiques, l'élaboration des éléments du projet d'accord avec le pays hôte et les préparatifs de la première réunion du Comité de l'adaptation et du Comité permanent. Un soutien et des conseils juridiques ont en outre été dispensés concernant les dispositions à prévoir pour le secrétariat provisoire du Fonds vert pour le climat.

71. Plusieurs questions de procédure et questions juridiques de fond ont été clarifiées au sujet des négociations, notamment par des avis sur les aspects juridiques et les éléments de procédure à prendre en considération dans l'adoption des ordres du jour, l'organisation des travaux et la participation d'observateurs. Un appui non négligeable a également été fourni aux Parties pour ce qui est des procédures de présentation des candidatures et d'élection des membres des bureaux des organes de la Convention, en particulier l'ADP.

72. Le programme a dispensé des conseils juridiques concrets, ainsi que des services d'appui, au Bureau, à la plénière et aux chambres de l'exécution et de la facilitation du Comité de contrôle du respect des dispositions, tant lors des réunions que pendant l'intersessions. Les conseils ont porté en outre sur le fonctionnement du RIT et sur l'application des directives relatives à l'établissement de rapports et aux examens au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto.

73. Le Conseil exécutif du MDP a reçu un soutien et des avis juridiques concernant divers aspects de ses travaux, notamment sur l'examen des activités de projet, la mise en œuvre des modalités, directives, méthodes et procédures existantes et l'élaboration de nouvelles, ainsi que la création de centres régionaux de collaboration pour les activités de projet au titre du MDP.

74. Le programme s'est assuré que le fonctionnement du secrétariat était conforme aux règles et règlements de l'ONU et aux prescriptions juridiques de la Convention. Il a fallu examiner, élaborer ou approuver tous les instruments juridiques que le secrétariat devait signer avec des tiers, fournir un appui et des avis juridiques au comité local mixte de passation des marchés et au comité local mixte de contrôle du matériel, et faciliter une prompt conclusion de l'accord avec le pays hôte en prévision de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP. Durant la période considérée, le programme a régulièrement dispensé des avis juridiques sur des questions liées à la gestion et aux activités du secrétariat, notamment sur les politiques et les questions relatives aux achats, à la gestion administrative et aux ressources humaines.

G. Services des affaires de la Conférence

75. Le programme des services des affaires de la Conférence a pour objectif général de créer un environnement propice à la tenue des réunions organisées au titre de la Convention. Il doit également veiller à ce que les Parties reçoivent en temps voulu une documentation officielle de qualité pour leurs négociations et les activités de mise en œuvre, dans les six langues officielles de l'ONU, afin d'étayer leurs délibérations et leurs décisions. Il assure la liaison avec toutes les parties prenantes, facilite la participation, notamment celle des Parties remplissant les conditions requises et des organisations admises en qualité d'observateur, et prévoit des conditions sûres pour la tenue des réunions. Toute la gamme des installations et des services liés aux conférences doit aussi être mise en place selon les normes élevées de qualité attendues par les Parties.

76. Au cours de la période considérée, le programme a pris des dispositions logistiques concernant notamment la sécurité et les moyens de faciliter la participation et l'enregistrement des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur, et a édité et traité les documents établis au titre de la Convention pour les sessions du SBI, du SBSTA, de l'ADP, de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA tenues en mai 2012. En sus des séances plénières, les sessions comprenaient de nombreuses réunions de groupes de contact, de groupes de négociation, des délégations et des organisations ayant le statut d'observateur, des réunions parallèles et des réunions avec les médias. En outre, neuf jours de réunions d'avant-session de 4 groupes de négociation et 55 rencontres bilatérales des présidents des organes respectifs avec 11 groupes de négociation ont eu lieu durant cette période. Les préparatifs de la session ordinaire et de la session informelle du second semestre de 2012 ont bien avancé pendant cette période.

77. Par ailleurs, le programme a apporté un appui à 47 réunions et ateliers à Bonn et à l'étranger en établissant des mémorandums d'accord, en procédant à l'inscription préalable des participants, en facilitant l'obtention de visas et la participation des observateurs et en accordant une aide sur le plan logistique.

78. Le programme a traité au total 199 demandes de soutien financier de représentants des Parties remplissant les conditions requises en vue de faciliter leur participation aux sessions des organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto et aux ateliers et réunions organisés à l'occasion de ces sessions.

79. Le programme a donné suite aux conclusions adoptées par le SBI en 2011³⁸ concernant la participation des observateurs au processus intergouvernemental en entreprenant diverses activités visant à rendre celui-ci plus transparent et à y associer des organisations ayant le statut d'observateur, notamment en demandant aux Parties qui prévoient une réunion parallèle ou une exposition de le faire en partenariat avec une organisation admise en qualité d'observateur.

80. Le programme a introduit des mesures d'efficacité qui ont contribué à remédier à une compression d'effectif en matière de liaison avec les organisations ayant un statut d'observateur, résultant d'une réduction des ressources complémentaires. Les mesures prises ont consisté par exemple à:

- a) Prévoir des séances d'information à bâtons rompus par les présidents et la Secrétaire exécutive, sans collecte préalable de questions et de notes de synthèse;
- b) Cesser de recueillir les noms de chaque orateur ou le texte des déclarations des organisations ayant un statut d'observateur avant les séances plénières, à moins que les présidents ne le demandent;

³⁸ FCCC/SBI/2011/7, par. 168 à 179.

c) Faire respecter de façon plus rigoureuse les délais fixés pour les demandes de réunions parallèles, les inscriptions aux sessions et les demandes d'intervention en séance plénière.

81. Pendant la période considérée, le programme a engagé des travaux visant à réduire l'empreinte carbone des conférences et de l'organisation de réunions parallèles et d'expositions en prévision de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP. Les résultats de ces travaux seront consignés dans une notification ou une note d'information sur ces sessions, qui sera publiée en septembre ou octobre 2012.

82. Des efforts accrus ont été déployés pour traiter en temps voulu tous les documents officiels requis pour les sessions des organes subsidiaires ainsi que pour la dix-huitième session de la Conférence des Parties et la huitième session de la CMP. Un plan a été élaboré pour introduire à cette occasion un système économe en papier en collaboration avec le secrétariat de la Plate-forme d'écopublication PaperSmart³⁹, tandis que la planification et la mise au point d'un système électronique de diffusion des documents officiels ont bien avancé.

H. Communications et services de gestion des connaissances

83. Le programme «Communications et services de gestion des connaissances» a pour objectif général de gérer les communications extérieures, les informations en ligne, les relations et prestations à l'intention des médias et les services internes de gestion des connaissances à l'appui des processus liés à la Convention et au Protocole de Kyoto et de l'application des décisions prises aux sessions de la Conférence des Parties.

84. Au cours de la période considérée, le programme a facilité la production de sept publications nouvelles⁴⁰ et la présence des Conventions de Rio à la conférence Rio+20. En outre, il a publié deux éditions du bulletin du secrétariat⁴¹, en anglais et en espagnol⁴², portant sur tous les aspects du Plan d'action de Bali (atténuation, adaptation, financement, technologie et renforcement des capacités) et contenant des informations sur le processus intergouvernemental et l'état des connaissances relatives aux changements climatiques.

85. Au total, les utilisateurs du site Web de la Convention ont consulté 53 millions de pages et téléchargé 16 millions de fichiers. L'application Negotiator de la Convention pour iPhone/iPad a fait l'objet d'environ 10 000 téléchargements. Les vidéos YouTube du secrétariat ont été visionnées 195 000 fois. Près de 13 000 personnes ont utilisé activement la page Facebook du secrétariat pour partager des informations et plus de 30 000 sont abonnées à son compte Twitter.

86. Les réseaux sociaux sont également mis à profit pour aider d'autres programmes du secrétariat à atteindre leurs objectifs. Ils ont servi par exemple à soutenir le premier atelier consacré au financement à long terme⁴³ de façon à rendre cette réunion pleinement transparente et interactive, comme l'avaient demandé les coprésidents du programme de travail sur le financement à long terme. Des microblogs et des articles résumant les messages clés des intervenants ont été affichés sur Twitter et Facebook, et des participants extérieurs ont eu l'occasion d'adresser des questions aux autres participants par les mêmes moyens. Au total, 9 millions d'impressions Twitter ont été enregistrées au cours de l'atelier

³⁹ <http://papersmart.un.org>.

⁴⁰ http://unfccc.int/essential_background/background_publications_htmlpdf/items/2625.php.

⁴¹ http://unfccc.int/press/news_room/newsletter/items/3642.php.

⁴² La version anglaise compte environ 15 000 abonnés et la version espagnole environ 8 000.

⁴³ http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/long-term_finance/items/6814.php.

et 32 000 personnes ont été atteintes grâce au compte Facebook du secrétariat. En outre, le programme est chargé de rédiger et d'afficher des microblogs sur le compte Twitter de la Secrétaire exécutive.

87. Pour faciliter la recherche et la consultation des documents de la Convention, une nouvelle fonction de recherche a été lancée en avril 2012 sur le site Web de la Convention: elle permet une recherche taxonomique intégrée et comporte une rubrique consacrée à la recherche par sujets pour aider les utilisateurs à trouver facilement des documents officiels.

88. Le programme a rassemblé sur la page d'accueil de la Convention 17 comptes rendus des activités de mise en œuvre («Implementation Updates») sous la forme de nouvelles brèves assorties de liens renvoyant vers des informations plus détaillées, par exemple sur les réunions du Conseil du Fonds vert pour le climat et du Comité de l'adaptation. Ces comptes rendus rappellent le calendrier des mesures de mise en œuvre prévues par les Parties, de façon à promouvoir une plus forte mobilisation des entreprises et de la société civile.

89. Des services de retransmission sur le Web ont été assurés pour les réunions et les ateliers de plusieurs organes et groupes⁴⁴, ce qui a contribué à la transparence du processus intergouvernemental. Au cours de la période considérée, plus de 65 000 utilisateurs du site Web de la Convention ont visionné des séances retransmises en ligne.

90. Le programme a continué de collaborer étroitement avec les médias pour faire mieux comprendre les changements climatiques et le processus intergouvernemental et veiller à ce que les médias en rendent compte de manière précise. Il a répondu à 173 demandes d'information, a organisé 12 entretiens entre les médias et la Secrétaire exécutive et a établi 12 communiqués et 2 notes de synthèse à l'intention de la presse pour présenter l'état d'avancement des négociations ou des activités de mise en œuvre. En outre, il continue de produire chaque jour des revues de presse⁴⁵ qui donnent un aperçu des principaux articles parus au niveau mondial au sujet du processus engagé par l'ONU en matière de changements climatiques et des manifestations organisées dans ce domaine.

91. Au total, 52 discours, déclarations et argumentaires ont été préparés pour la Secrétaire exécutive et de hauts responsables du secrétariat parlant en son nom en vue d'informer les parties prenantes de la Convention de l'état des négociations, des résultats attendus et de l'application des décisions existantes⁴⁶.

92. Le programme a contribué à renforcer les capacités de collaboration et d'échange d'informations du personnel et de tiers. Il a établi des documents internes sur les exigences opérationnelles, l'architecture d'information et la gouvernance d'une plate-forme de collaboration SharePoint qui sera lancée à la fin de 2012.

93. Le programme a mené à l'échelle du secrétariat une campagne de sensibilisation au traitement et à la gestion d'informations confidentielles, concernant notamment l'application de la politique de l'ONU relative au classement et au maniement d'informations sensibles ou confidentielles⁴⁷, et a élaboré une circulaire modifiant les mesures et directives existantes. Au total, 150 fonctionnaires affectés à tous les programmes du secrétariat ont participé aux ateliers consacrés à cette question.

⁴⁴ SBI, SBSTA, AWG-KP, AWG-LCA, ADP, Conseil exécutif du MDP, Comité de supervision de l'application conjointe, autorités nationales désignées, Comité de contrôle du respect des dispositions et Comité exécutif de la technologie.

⁴⁵ http://unfccc.int/press/news_room/items/2768.php.

⁴⁶ Des déclarations et des discours ont par exemple été présentés au Forum économique mondial, au cinquième séminaire international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, à Carbon Expo 2012 et au Sommet mondial pour le développement durable.

⁴⁷ ST/SGB/2007/6.

94. En prévision de l'installation du personnel au nouveau siège du secrétariat à Bonn (Altes Abgeordnetenhochhaus) en 2013, les fonctionnaires de tous les programmes ont été formés aux techniques d'inventaire des documents officiels.

95. Le programme a continué de fournir des services Intranet pour le partage d'informations et de nouvelles, y compris la reconfiguration de plus d'une centaine de pages Intranet et la livraison de quatre éditions du bulletin interne du secrétariat, en vue notamment de promouvoir la collaboration et la concertation entre toutes les unités administratives. Les éditions du bulletin ont été consultées près de 14 000 fois pendant la période considérée.

96. Les services de bibliothèque assurés par le programme ont consisté, entre autres, à répondre à plus de 600 demandes de références de la part du personnel, à cataloguer plus de 700 articles et à commander 86 ouvrages à l'usage des fonctionnaires.

I. Services des technologies de l'information

97. Le programme des services des technologies de l'information fournit au secrétariat l'infrastructure informatique et les systèmes spécialisés d'information nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Il veille à ce que les travaux prescrits par les Parties puissent être mis à exécution, en installant et en exploitant une infrastructure d'appui fiable et sûre et des applications spécialisées en matière de technologies de l'information et de la communication. Il administre aussi l'infrastructure sous-jacente pour que le site Web de la Convention soit constamment disponible et que les Parties puissent accéder facilement à la documentation officielle, aux informations, aux données, aux délibérations et autres manifestations.

98. En sus des travaux ordinaires d'exploitation, de mise à niveau et de maintenance, cinq grandes initiatives sont en cours cette année pour renforcer l'infrastructure des technologies de l'information et améliorer les systèmes d'information. En matière d'infrastructure, les initiatives sont les suivantes: externalisation des systèmes vers un exploitant commercial de centre de données (Bedag), mise en œuvre de SharePoint, déploiement d'Office 2010 et prise en charge des besoins informatiques liés à l'installation du personnel du secrétariat dans le nouveau bâtiment de l'Altes Abgeordnetenhochhaus. Concernant les systèmes d'information, les nouveautés sont l'installation de SharePoint et la mise au point du système d'information des mécanismes pour un développement durable. Pendant la période considérée, le premier transfert des systèmes opérationnels dans Bedag a été quasiment achevé, l'installation de la plate-forme SharePoint a été réalisée à plus de 90 %, le projet de système d'information des mécanismes pour un développement durable a été lancé avec les premières applications pilotes, le déploiement d'Office 2010 a été pratiquement mené à bien et l'emménagement dans le nouvel immeuble de bureaux a été minutieusement planifié en attendant la livraison du bâtiment. Outre ces cinq grandes initiatives, des efforts n'ont cessé d'être déployés pour rehausser le niveau des prestations de l'infrastructure informatique et des systèmes d'information, notamment en rationalisant l'organigramme et en requalifiant et réaffectant des collaborateurs. Le programme de définition des tâches dans le cadre d'accords d'engagement a été amélioré, les prestations sont désormais plus efficaces et il est régulièrement rendu compte aux programmes clients de l'état de réalisation des services mis en place. Certains services ou produits innovants ont été introduits: fourniture de tablettes numériques au personnel de direction, Skype, logiciels sous la forme de services, système de comptoir de services Numara, outil de collaboration en ligne WebEx, etc. Skype a été utilisé pour des entretiens à distance avec des candidats et WebEx pour des séances de formation. D'importants efforts ont également été consacrés à la sécurité informatique, notamment par l'établissement et l'analyse de rapports de vulnérabilité et des enquêtes sur divers incidents. Compte tenu des besoins

exprimés par les Parties, un prototype de registre des MAAN a été mis au point en prévision des sessions des organes subsidiaires de mai 2012 et a fait l'objet d'une démonstration à cette occasion.

99. Le programme a maintenu en état une infrastructure de réseaux et des services fiables et sûrs en matière de technologies de l'information, ce qui a permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Des services ont été fournis aux sessions des organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto, à 52 ateliers et réunions restreintes, mais aussi aux systèmes qui résultent de mandats, parmi lesquels la base de données sur les gaz à effet de serre de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, l'interface d'accès aux données relatives aux gaz à effet de serre, les systèmes d'information du MDP et du mécanisme d'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus du site Web de la Convention et le système de gestion des fichiers. En outre, le contrôle technique et l'administration des contrats du RIT ont été assurés avec efficacité. La principale réalisation a été la mise à l'essai et l'intégration du registre de l'Union européenne dans le RIT.

J. Services administratifs

100. La fonction générale du programme des services administratifs consiste à fournir des services centralisés pour la gestion des ressources humaines et financières du secrétariat et l'élaboration des politiques et directives financières et administratives et à assurer des services d'achat, de gestion des locaux et d'organisation des voyages.

101. Pendant la période considérée, le programme a facilité les travaux du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU aux fins de la vérification des états financiers correspondant à l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2011. Le Comité a pris note de l'amélioration du taux d'exécution (70 % contre 38 % pour l'exercice précédent) et n'a formulé que trois nouvelles recommandations à la suite de l'audit de 2010-2011.

102. Les efforts faits dans le cadre du programme pour améliorer la répartition par sexe des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur au secrétariat se sont traduits par une augmentation de 2,4 % de la proportion de femmes par rapport à 2011, ce qui a porté à 42,4 % la part des femmes dans cette catégorie de fonctionnaires. Par ailleurs, la proportion de fonctionnaires originaires de Parties non visées à l'annexe I dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur a diminué, passant à 49,4 %, en raison de démissions plus nombreuses parmi les fonctionnaires originaires de ces Parties que parmi ceux des Parties visées à l'annexe I au cours de la période considérée.

103. La stratégie relative aux ressources humaines est entrée en vigueur et le nombre de programmes de perfectionnement du personnel a augmenté. Plus de 130 programmes de formation ont été sélectionnés, conçus et introduits, l'accent étant mis sur le perfectionnement des compétences du personnel d'encadrement, le développement des capacités de gestion aux échelons supérieurs, les techniques d'encadrement, le perfectionnement des compétences du personnel des services généraux, l'amélioration des processus et le développement des savoir-faire et des compétences génériques. Le secrétariat recourt autant que possible à des programmes conçus d'avance qui ont été élaborés et expérimentés par d'autres organisations.

104. Au premier semestre de 2012, 1 277 voyages ont été organisés à l'intention de participants désignés qui se sont rendus à la trente-sixième session des organes subsidiaires, aux réunions des organes constitués et de leurs groupes d'étude, à des réunions d'experts, des ateliers et des missions d'examen dans les pays. Au total, 91 % des dispositions prises en matière de voyage se sont traduites par une participation effective aux réunions. Le

secrétariat a pris ces dispositions en temps voulu pour que les billets soient toujours délivrés dans les délais aux voyageurs bénéficiant d'une aide financière; les personnes désignées qui n'ont pas pu les utiliser ont invoqué des raisons telles qu'un empêchement professionnel ou personnel ou des problèmes de santé.

105. Le programme a traité plus de 98 % des dossiers d'achat (361 sur un total de 366) dans les délais fixés. L'accroissement du nombre et de la portée des accords à long terme et des contrats-cadres a permis, de réduire le recours à des appels d'offres répétitifs et d'abrégé les temps d'attente. Le programme a lancé au total 63 appels d'offres et a veillé à la mise en concurrence et au rapport coût-efficacité des marchés. En moyenne, plus de trois fournisseurs ont activement participé à chacune de ces procédures et le montant des offres, soumissions ou propositions finalement retenues a été *grosso modo* inférieur de plus de 30 % à celui des offres les plus onéreuses.

106. Le programme a poursuivi les préparatifs engagés pour réinstaller une partie du secrétariat dans le complexe des Nations Unies à Bonn. En étroite collaboration avec le gouvernement du pays hôte et les services des Nations Unies à Bonn, il a fait en sorte que la remise en état du bâtiment de l'Altes Abgeordnetenhaus réponde aux prescriptions les plus récentes du secrétariat et de l'ONU et il a lancé les procédures d'achat des biens et des services requis pour équiper et meubler les nouveaux locaux en obtenant le financement nécessaire. La cérémonie officielle de remise du bâtiment de l'Altes Abgeordnetenhaus devrait avoir lieu à l'occasion de la Journée des Nations Unies, le 31 octobre 2012, le déménagement proprement dit étant prévu pour le deuxième trimestre de 2013.

IV. Informations supplémentaires

107. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et à l'annexe III des données sur la réalisation de tous les objectifs du programme du secrétariat.

Annexe I

[English only]

Human resources

A. Staff

1. Table 12 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2012, of the 494.5 approved posts, 417 were filled. In addition, 33 Professional and 33 General Service level staff members were hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 483.

Table 12

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2012

	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>											
Approved	1	3	7	15	30	36	13		105	51.5	156.5
Filled ^a	1	3	6	9	26	26	9		80	47	127
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>											
Approved			1	3	6	13	12		35	16	51
Filled				2	5	10	8		25	14	39
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>											
Approved			1	5	18	47	65	1	137	58	195
Filled			1	4	17	43	59	1	125	49.5	174.5
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>											
Approved					2	2	1		5	2	7
Filled					2	1			3	1.5	4.5
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany (Bonn Fund)</i>											
Approved						1	1		2	6	8
Filled						1			1	5	6
<i>Special account for conferences and other recoverable costs^b</i>											
Approved										2	2
Filled										1	1
<i>Programme support (overhead)</i>											
Approved			1	2	4	12	4		23	52	75
Filled			1	2	3	11	4		21	44	65
<i>Total</i>											
Approved	1	3	10	25	60	111	96	1	307	187.5	494.5
Filled	1	3	8	17	53	92	80	1	255	162	417

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional, GS = General Service.

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

^b These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

2. Table 13 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2012, Western European countries and other States accounted for the highest percentage (38.8 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas Africa had the lowest (8.3 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 13

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2012

<i>Grade</i>	<i>Africa</i>	<i>Asia and the Pacific</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Eastern Europe</i>	<i>Western Europe and other States</i>	<i>Total</i>
ASG			1			1
D-2	1				2	3
D-1	3			1	4	8
P-5	3	5	2	3	4	17
P-4	4	9	7	8	25	53
P-3	7	33	10	4	38	92
P-2	3	30	14	8	25	80
P-1					1	1
Total	21	77	34	24	99	255
Percentage of total	8.3	30.2	13.3	9.4	38.8	100.0

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

4. Table 14 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2012, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 49.4 per cent, compared with 50.6 per cent for Annex I Parties.

Table 14

Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
ASG		1
D-2	2	1
D-1	5	3
P-5	7	10
P-4	34	19
P-3	46	46
P-2	34	46
P-1	1	
Total	129	126

Percentage of total	50.6	49.4
---------------------	------	------

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

5. Table 15 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2012, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 42.4 per cent, up by 2.4 per cent from June 2011. The percentage of female staff at all levels was 54.7 per cent.

Table 15

Distribution of staff members by gender

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
ASG		1
D-2	3	
D-1	7	1
P-5	13	4
P-4	35	18
P-3	47	45
P-2	41	39
P-1	1	
GS	42	120
Total	189	228
Percentage of total	45.3	54.7

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional, GS = General Service.

B. Individual consultants and individual contractors

6. Between 1 January 2012 and 30 June 2012 a total of 106 individual consultants and individual contractors were hired. They provided a combined total of 143.1 working months at a total cost of USD 1.5 million under all sources of funding. Table 16 provides information on the distribution of these services by programme.

Table 16

Services of individual consultants and individual contractors by programme, 1 January 2012 to 30 June 2012

<i>Programme</i>	<i>Person-months</i>	<i>Cost (USD)</i>
Executive Direction and Management	12.3	65 243
Mitigation, Data and Analysis	12.1	224 815
Finance, Technology and Capacity-building	14.9	153 326
Adaptation	1.4	13 130
Sustainable Development Mechanisms	60.3	713 973
Legal Affairs	0.2	1 727
Conference Affairs Services	18.7	88 491
Communication and Knowledge Management Services	0.4	9 141

<i>Programme</i>	<i>Person-months</i>	<i>Cost (USD)</i>
Information Technology Services	4.6	20 208
Administrative Services	18.2	210 474
Total	143.1	1 500 528

Annexe II

[English only]

**Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary
Activities in the biennium 2012–2013**

Table 17

Income and expenditures of projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2012–2013 as at 30 June 2012

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Executive Direction and Management</i>			
Enhance and strengthen cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General	143 717	108 772	34 945
Momentum for Change	1 436 235	185 349	1 250 886
Support to negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol	1 066 082	382 333	683 749
<i>Mitigation, Data and Analysis</i>			
Support the work on national communications from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) and the implementation of the work programme of the reconstituted Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention	1 833 983	860 708	973 275
Development and maintenance of the database system for the annual compilation and accounting of emissions inventories and assigned amounts under the Kyoto Protocol compilation and accounting database	354 438	50 212	304 226
Activities relating to land use, land-use change and forestry: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	885 866	117 356	768 510
Activities to support the expert review process under the Convention and its Kyoto Protocol: training for expert review teams and meetings of lead reviewers	1 422 997	207 999	1 214 998
Support the implementation of national greenhouse gas (GHG) inventories and related activities by non-Annex I Parties, including national forest monitoring systems	1 420 463	390 149	1 030 314
Development and maintenance of the UNFCCC information systems for the receipt and processing of GHG data, including the UNFCCC submission portal and the GHG data interface	214 058	124 028	90 030
Support to activities relating to scientific, technical and	7 486	—	7 486

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
socioeconomic aspects of mitigation of climate change			
Activities to facilitate the implementation of the work programme for the revision of the "Guidelines for the preparation of national communications by Parties included in Annex I to the Convention, Part I: UNFCCC reporting guidelines on annual inventories" and the use of the 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories	245 482	–	245 482
Supporting enhanced action on mitigation by developing country Parties under the Cancun Agreements	873 278	110 933	762 345
Implementation of response measures	70 000	17 975	52 025
Supporting the work programme for the development of modalities and guidelines for enhanced reporting reviews by Parties included in Annex I to the Convention in accordance with decision 1/CP.16, paragraph 46	384 150	–	384 150
Redesigning and developing the software for the reporting of GHG emissions by all Parties to the Convention	505 490	214 423	291 067
Workshop on common metrics to calculate the carbon dioxide equivalence of anthropogenic GHG emissions by sources and removals by sinks	41 462	–	41 462
<i>Finance, Technology and Capacity-building</i>			
Support to financial cooperation and enhanced provision of financial resources	–	30 884	(30 884)
Support to capacity-building for developing countries	411 935	60 156	351 779
Organization and facilitation of thematic regional workshops to support the implementation of the amended New Delhi work programme on Article 6 of the Convention	513 834	117 961	395 873
Support the work of the Transitional Committee for the design of the Green Climate Fund	736 981	33 012	703 969
Workshops on the process and requirements of the accreditation of national implementing entities for direct access under the Adaptation Fund	643 294	443 660	199 634
Support the implementation of the technology mechanism	1 098 031	161 878	936 153
Enhance the participation of youth during the seventeenth session of the Conference of the Parties (COP) and the seventh session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)	99 048	–	99 048
Support to the Standing Committee	288 000	14 209	273 791
Support to the work programme on long-term finance	292 696	66 434	226 262
Green Climate Fund	727 465	402 903	324 562

Adaptation

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Support to the least developed countries and the Least Developed Countries Expert Group	889 130	237 083	652 047
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change	520 250	132 627	387 623
Support to activities relating to climate change science, research and systematic observation	182 813	11 225	171 588
Supporting the implementation of the technology mechanism	1 249 631	200 786	1 048 845
Supporting the periodic review of the adequacy of the long-term global goal referred to in decision 1/CP.16, paragraph 4	21 164	3 791	17 373
<i>Sustainable Development Mechanisms</i>			
Resource requirements for activities related to Article 6 of the Kyoto Protocol (joint implementation)	6 260 119	821 603	5 438 516
Carbon capture and storage workshop	39 996	–	39 996
Implementation of the two work programmes mandated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention agenda item on various approaches, relating to: (1) a framework for various approaches; and (2) the new market-based mechanism	23 335	–	23 335
<i>Legal Affairs</i>			
Handbook on the UNFCCC	48 842	–	48 842
Support to the Compliance Committee	291 704	131 735	159 969
<i>Conference Affairs Services</i>			
Interpretation services during the thirty-fourth sessions of the subsidiary bodies and COP 17	2 522	2 955	(433)
Support to stakeholder engagement in the UNFCCC process	200 000	–	200 000
Ad hoc working group sessions	6 627	6 829	(202)
Implementation of side events and exhibits at the thirty-sixth sessions of the subsidiary bodies and COP 18/CMP 8	66 401	–	66 401
Temporary structure during the thirty-sixth sessions of the subsidiary bodies	621 514	645 274	(23 760)
<i>Communications and Knowledge Management Services</i>			
UNFCCC website: development of a Spanish portal	237 213	29 382	207 831
Developing country media training in the run-up to the COP	71 414	23 847	47 567

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Information technology services	189 996	152 988	37 008
Internal communications: maintenance for internal newsletter and Intranet development	53 120	–	53 120
<i>Administrative Services</i>			
UNFCCC fellowship programme	3 667	867	2 800
<i>Other expenditures</i>			
Junior Professional Officers	1 287 630	410 245	877 385
Total	27 983 559	6 912 571	21 070 988

^a Note that not all income available under the Trust Fund for Supplementary Activities has been allocated to projects.

Annexe III

[English only]

Programme performance data for the period 1 January 2012 to 30 June 2012

Table 18

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme

Objective 1: To continue to enhance the secretariat's responsiveness to the needs of the Convention and Kyoto Protocol bodies and to enhance the coherence of its work in order to facilitate the efficient and effective implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat responds to the priorities of, and requests by, Parties and supports emerging issues, including those that relate to the implementation of the Cancun Agreements and subsequent mandates by Parties	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time Level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat	A total of 456 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. In 99 per cent of cases outputs were fully delivered or output delivery was ongoing. Ninety-six per cent of the outputs were delivered on time Information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
Activities undertaken are coherent across programmes. The strategic objectives of programmes and the distribution of tasks and responsibilities among the programmes are clear	The members of the secretariat management consult with each other and take decisions on a regular basis (bilaterally and in management bodies)	The secretariat Management Team met nine times during the reporting period (1 January 2012 to 30 June 2012) The Executive Secretary and Deputy Executive Secretary held regular bilateral meetings with senior management

Objective 2: To ensure optimal secretariat support for the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP), thus enabling progress to be made in the intergovernmental process

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Climate change intergovernmental meetings provide a forum for taking decisions and advancing the process of responding to climate change	Level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions	Information on the level of satisfaction of Parties with the secretariat's support to the negotiation process will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013

Presidents of the COP and the COP Bureau are well informed and able to carry out their functions effectively	Level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support	Information on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
The high-level segment provides political impetus to the intergovernmental process	One or more political issues is/are resolved with the help of high-level participants	Data for this indicator will be collected at COP 18 and CMP 8

Objective 3: To ensure effective communication and outreach on the intergovernmental process and close liaison with Parties, intergovernmental organizations and other stakeholders, which will enhance the contribution of all stakeholders to the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Information on the UNFCCC process is effectively communicated by the secretariat	Frequency of reference in the media to the UNFCCC messages issued during the COP sessions	No COP sessions were held during the reporting period
	Number and duration of visits to the UNFCCC website and the volume of content downloads	A total of about five million visits to the website were made during the reporting period. Over 16 million pdf documents were accessed. Over 65,000 webcast visits were made
Support provided by the United Nations and intergovernmental agencies to Parties in the implementation of the Convention is enhanced ^a		

Objective 4: To continue to develop the secretariat as a well-managed, high-performance institution with a healthy working culture

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff representing a broad geographic spectrum and gender balance are recruited, trained and retained	Percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) and women in posts in the Professional and higher levels	Forty per cent of staff in the Professional and higher levels are from non-Annex I Parties. Forty per cent of staff in the professional and higher levels are women
Internal processes function smoothly and staff are satisfied with their work and with management	Level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities	Information on the level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the CMP	Percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding	Sufficient funding was available for the delivery of all mandated outputs
	Contribution rate to core budget	EUR 14.9 million, or 65.6 per cent, of the total core budget indicative contributions expected for 2012 has been received as at 30 June 2012

	Level of contribution to the Trust Fund for Supplementary Activities	During the reporting period, the secretariat received USD 3.7 million in voluntary contributions from Parties against an initial requirement of USD 33 million for the biennium
Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget	The core budget as at 30 June 2012 had a budget implementation rate of 46.8 per cent for the year 2012
	Level of expenditure under the Trust Fund for Supplementary Activities	The actual expenditures incurred to support mandated supplementary funded activities as at the end of June 2012 amounted to USD 6.9 million, using contributions received this year and the carry-over from 2010–2011
	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 10 audit recommendations made for the biennium 2008–2009, seven (70 per cent) were fully implemented. The United Nations Board of Auditors noted an improved implementation rate compared with the 38 per cent in the previous biennium. The Board plans to issue three new audit recommendations as a result of the 2010–2011 audit

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 19

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Mitigation, Data and Analysis programme

Objective 1: To support Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) in the communication and consideration of information relating to implementation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The launch and operation of the process for international assessment of emissions and removals relating to quantified economy-wide emission reduction targets for developed country Parties is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The operation of the process for international assessment is expected to start in January 2014
The development of modalities for measurement, reporting and verification of developed country commitments and actions is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated activities were performed and all outputs were delivered on time. The Mitigation, Data and Analysis (MDA) programme prepared papers and a workshop to be held in October 2012 to facilitate Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) work on reporting in biennial reports, as well as on modalities for measurement, reporting and verification of developed country commitments and actions

Parties are informed about available guidelines, methods and tools for preparing and submitting their national communications, greenhouse gas (GHG) inventories and other reports	Number of visits to the UNFCCC website to download guidelines, methods and tools Number of booklets and CD-ROMs collected by Parties from the UNFCCC information kiosk during sessions	The relevant web pages were visited about 360,000 times during the reporting period This indicator is no longer monitored because of the 'paper-light' policy of the secretariat
Data reported by Annex I Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are processed, stored and published in a timely and accurate manner	All relevant UNFCCC data systems (e.g. the GHG database, the compilation and accounting database, the GHG online data interface, the CRF Reporter) and their interlinkages, including those to the international transaction log (ITL) where relevant, are kept operational without unplanned interruptions	Two full updates of the GHG data interface online have been implemented, in March and June 2012, in order to ensure that the data are correct and up to date All systems have operated in accordance with their availability requirements Changes in Parties' eligibility in response to decisions of the Compliance Committee under the Kyoto Protocol have been implemented in the ITL and the compilation and accounting database in real time for all eligibility cases considered in the reporting period
The UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data for Annex I Parties	All queries and reports required to support the reporting and review processes for Annex I Parties are made available in accordance with agreed timelines The two key annual UNFCCC data reports (the GHG data reports and the compilation and accounting reports) have been considered by the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol Ninety-five per cent or more of all data-related inquiries received by the secretariat have been answered within one week	Twenty-five reports on technical review of GHG inventories of Annex I Parties conducted in the 2011 inventory reporting and review cycle for Annex I Parties were published during the reporting period All 43 annual status reports for the GHG inventory submissions from Annex I Parties in 2012 have been prepared and published in accordance with the mandated time frame The 2012 edition of part I of the synthesis and assessment report for Annex I Parties has been prepared and published in accordance with the mandated time frame MDA responded to about 60 requests for GHG data or for data clarifications from Parties, national and international organizations, the media and individuals; the responses were provided within the agreed time frame of one week
Effective support is provided for the fulfilment of reporting requirements and for the review of the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol by Annex I Parties	All GHG inventories from Annex I Parties submitted on time in the biennium 2012–2013 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	The 2012 GHG inventory submissions from all 43 Annex I Parties have been received and processed, including the submissions of supplementary information under Article 7, paragraph 1, of the Kyoto Protocol for relevant Annex I Parties MDA organized and supported the 9th meeting of the lead reviewers for GHG inventories of Annex I Parties in March 2012 Arrangements for conducting the 2012 cycle of technical reviews of GHG inventories of Annex I Parties are being made

Effective support is provided for the implementation of the work programme for the revision of the "Guidelines for the preparation of national communications by Parties included in Annex I to the Convention, Part I: UNFCCC reporting guidelines on annual inventories"	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No output was mandated to be delivered during the reporting period. Development of a new version of CRF Reporter, which reflects the revised guidelines, advances on schedule; the release of that version is planned for 1 October 2012 as per the mandate (decision 15/CP.17)
A sufficient number of experts are trained and ready to participate in GHG inventory reviews	Number of GHG inventory review experts passing the relevant examination annually	Forty experts received training and 31 passed the examination for reviews under the Convention. Seventy-eight experts enrolled in the online training courses under the Kyoto Protocol and 61 passed the examination

Objective 2: To support non-Annex I Parties in preparing and submitting national communications and national inventory and biennial reports and preparing and implementing nationally appropriate mitigation actions required for the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The launch and operation of the process of international consultation and analysis of biennial reports from developing countries is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time All nationally appropriate mitigation action (NAMA) submissions are made available on the UNFCCC website in a timely manner All NAMAs are accurately recorded in the registry in a timely manner	No outputs were mandated to be delivered by the secretariat during the reporting period A total of four NAMAs were received and made available on the UNFCCC website in document FCCC/AWGLCA/2012/MISC.2 The prototype of the registry was presented to Parties in May 2012, which endorsed the approach. A working prototype will be presented before COP 18. In the meantime, the secretariat has established a dedicated web page to record NAMAs and information on support
The development of modalities for measurement, reporting and verification of developing country actions and support received for these actions is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period
The NAMA registry is established effectively and updated regularly, including, as appropriate, the 'matching' function	Number of mitigation actions recorded	See above regarding the development of the registry. With regard to the 'matching' function, the secretariat proposed three options (Google search, automated search engine and queries to the secretariat). The automated search engine will not be developed at this stage given that some Parties had concerns with it

Parties are informed about available guidelines, methods and tools for preparing and submitting their national communications, GHG inventories and other reports	Number of visits to the UNFCCC website to download guidelines, methods and tools Number of booklets and CD-ROMs collected by Parties from the UNFCCC information kiosk during sessions	The relevant web pages with information on national communications from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) were visited about 34,000 times during the reporting period About 570 national experts from the Asia and the Pacific and Africa regions were provided with CD-ROMs and/or access, via FTP, to draft updated Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention training materials on the preparation of national communications from non-Annex I Parties
Effective support is provided to non-Annex I Parties in their fulfilment of reporting requirements under the Convention	Number of non-Annex I Parties that have submitted their subsequent national communications Number of national reports received by the secretariat Number of non-Annex I experts that have been trained	Twelve second national communications and one third national communication were submitted More than 530 experts from the Asia and the Pacific and Africa regions participated either on site or remotely in the training workshop on national GHG inventories and over 40 experts from the Asia and the Pacific region participated on site or remotely in the workshop on mitigation assessment
Data reported by non-Annex I Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are processed, stored and published in a timely and accurate manner	All relevant UNFCCC data systems (e.g. the GHG database, the GHG online data interface, the non-Annex I software for the preparation of inventory data) are kept operational without unplanned interruptions	All relevant systems operated without unplanned interruptions Two updates of the GHG data interface online have been implemented, in order to incorporate the latest data on GHG emissions reported in the latest national communications. GHG data for seven non-Annex I Parties were updated in the March 2012 release and 11 in the June 2012 release The development of non-Annex I Party software for the preparation of inventory data is ongoing
The UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data for non-Annex I Parties	All queries and reports required for supporting the reporting of GHG data by non-Annex I Parties are made available in accordance with agreed timelines Ninety-five per cent or more of all data-related inquiries received by the secretariat have been answered within one week	During the reporting period, neither queries nor reports were required for supporting the reporting of GHG data by non-Annex I Parties Five out of five inquiries relating to national communication processes were responded to within one week of their receipt

The development of modalities for measuring, reporting and verifying anthropogenic forest-related emissions by sources and removals by sinks, forest carbon stock and forest area changes resulting from the implementation of reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries plus activities is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period
The identification of land use, land-use change and forestry activities in developing countries, in particular those that are linked to the drivers of deforestation and forest degradation, is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All outputs were delivered on time
A sufficient number of experts are trained and ready to contribute to the preparation of national communications and to other national reporting obligations	Number of national reports received by the secretariat Number of non-Annex I experts that have been trained	All 14 countries have prepared national reports that were incorporated into two regional reports (there are eight participating countries in the Southern and Eastern African regional capacity-building projects: Botswana, Malawi, Mauritius, Namibia, Rwanda, South Africa, United Republic of Tanzania and Zambia; the South-East Asian regional capacity-building projects involve five countries: Cambodia, Papua New Guinea, Philippines, Thailand and Viet Nam) Approximately 60 experts were trained in the use of agriculture, land-use and forestry software

Objective 3: To improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the consideration of matters related to targets for Annex I Parties	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of six outputs were mandated to be delivered during the reporting period. These included MDA's continued support of negotiations on matters related to targets by Annex I Parties under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention and the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol, the preparation of a technical paper on developed countries' targets and the organization of an in-session workshop on developed countries' mitigation in May 2012. All mandated outputs were delivered on time

Work on the methodological and scientific basis for long-term cooperative action on policy approaches and positive incentives on issues relating to reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries; and the role of conservation, sustainable management of forests and enhancement of forest carbon stocks in developing countries (REDD-plus) in developing countries is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of three outputs were mandated to be delivered during the reporting period, including the preparation of a technical paper on modalities and procedures for financing results-based actions and considering activities related to decision 1/CP.16 and compilation of views from Parties on this matter; all were delivered on time
	Number of submissions that are posted on the REDD Web Platform, developed in response to decision 2/CP.13	A total of 183 submissions were posted on the REDD Web Platform during the reporting period
Work on methodological and scientific matters is facilitated, including in the areas of land use, land-use change and forestry, sectoral approaches, international aviation and maritime transport, and fluorinated gases	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of four outputs were mandated to be delivered during the reporting period. These included MDA's support of the launch of work programmes on land-use change and forestry and work on agriculture under the SBSTA, the compilation of views from Parties on agriculture, support of the ongoing work of the SBSTA on international aviation and maritime transport, and common metrics, and organization of a workshop on common metrics, as well as the preparation of a technical paper on implications of decisions 2/CMP.7 to 5/CMP.7 on the previous CMP decisions on methodological issues related to the Kyoto Protocol, including those relating to Articles 5, 7 and 8. All mandated outputs were delivered on time

Objective 4: To support Parties, in particular developing country Parties, in meeting their specific needs and concerns arising from the impact of the implementation of response measures

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to work on the impact of the implementation of response measures, including support to the implementation of the work programme under the subsidiary bodies to address this impact; and a possible forum	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 20

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Financial, Technology and Capacity-building programme

Objective 1: To support the intergovernmental process with regard to the provision of financial resources to developing country Parties for adaptation and mitigation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are effectively supported in intergovernmental negotiations on the financial mechanism of the Convention and on the provisions of the Cancun Agreements relating to fast-start finance, long-term finance, the Green Climate Fund and the Standing Committee	Number of mandated outputs delivered in a timely manner	During the reporting period, a total of two mandates required output delivery. The required outputs were two regional workshops on the process and the requirements for the accreditation of national implementing entities for direct access under the Adaptation Fund. Both workshops were held on time
Parties are regularly provided with information on financial resources to assist developing country Parties in implementing mitigation and adaptation measures	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time Number of visits to the section on the financial mechanism on the UNFCCC website	The finance portal modules on fast-start finance and the Global Environment Facility (GEF) have been updated and a new module on the Adaptation Fund has been developed. New web pages on long-term finance and the Standing Committee have been developed A total of 40,000 visits were made to the sections on the financial mechanism and long-term finance
Information on the implementation of the Conference of the Parties (COP) guidance to the GEF as an operating entity of the financial mechanism, as well as on the work of the Adaptation Fund, is provided regularly and in accordance with mandates under the Convention	Number of reports prepared by the GEF made available by the secretariat in a timely manner Number of reports prepared by the Adaptation Fund Board made available by the secretariat in a timely manner	No reports were mandated to be delivered during the reporting period No reports were mandated to be delivered during the reporting period
Parties are supported effectively in the fifth review of the financial mechanism	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period

Objective 2: To support and enhance cooperation among Parties and relevant organizations on the research, development, demonstration, deployment, diffusion and transfer of technologies for adaptation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
---------------------------	---------------------------------	-------------------------

Effective support is provided for making the Technology Mechanism fully operational, as mandated by the Cancun Agreements and in response to other subsequent decisions of the COP	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of two outputs were required to be delivered during the reporting period. Two reports were made available on time for consideration by the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice and the Subsidiary Body for Implementation (SBI) at their thirty-sixth sessions
Effective support is provided to the Technology Executive Committee (TEC)	The draft business plans of the TEC are developed in accordance with its decisions The annual report of the TEC is made available in a timely manner	The rolling workplan was developed by the TEC at its 2nd meeting in line with its decisions This report was not mandated to be made available during the reporting period
Effective support is provided in relation to the Climate Technology Centre and Network, as mandated by the COP and relevant bodies	The selection process for the host of the Climate Technology Centre and Network is launched and completed in a timely manner, in accordance with relevant COP decisions	The call for proposals for hosting the Climate Technology Centre was issued in a timely manner and all related documents were made available on the UNFCCC website Eight proposals were received from interested organizations and one proposal from a consortium of 13 organizations A meeting of the evaluation panel was convened in Bonn, Germany, and six conference calls were organized The report on the evaluation of the proposals to host the Climate Technology Centre was made available to the SBI at its thirty-sixth session
Effective support is provided for the implementation of the Technology Transfer Framework in collaboration with partner organizations	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period
The technology information clearing house (TT:CLEAR) is transformed to become the technology information platform of the Technology Mechanism	Number of visits to the technology information platform Number of page displays and file downloads	Data on the number of visits, page displays and downloads are not available as the transformation of TT:CLEAR is ongoing

Objective 3: To enhance the capacity of Parties, and education, training and public awareness activities by Parties, in particular developing country Parties, for their active engagement and participation in implementing the Convention and its Kyoto Protocol

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
--	---------------------------------	-------------------------

Parties are regularly provided with information on progress, effectiveness and gaps in capacity-building for Parties not included in Annex I to the Convention and Parties with economies in transition	Annual reports made available in a timely manner	Five reports were mandated and made available during the reporting period. Three reports were made available on time and two were delayed owing to resource constraints
Information is made available on the support provided by developed country Parties for capacity-building in developing country Parties as well as on the use of this support	Information from submissions is compiled and made available on the UNFCCC website in a timely manner	One submission was received during the reporting period. The submission has been made available on the UNFCCC website in a timely manner
The implementation of the capacity-building frameworks is facilitated through coordination with United Nations agencies and other relevant institutions	Number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of the capacity-building frameworks Number of activities undertaken by partner agencies and relevant organizations to contribute to the implementation of the frameworks for capacity-building as listed in annual reports	Thirty-one partner agencies and organizations contributed to the implementation of the capacity-building frameworks A total of 201 activities were submitted during the reporting period by partner agencies and relevant organizations are listed in the annual report
Effective support is provided to the review of the implementation of the amended New Delhi work programme on Article 6 of the Convention	Proportion of mandated outputs delivered on time	Four outputs were mandated to be delivered during the reporting period. Two documents were made available to the SBI on time and two were delayed owing to resource constraints
Relevant United Nations agencies and other organizations are mobilized to provide coordinated input on the implementation of the work programme on Article 6 of the Convention	Number of relevant United Nations agencies and other organizations mobilized by the secretariat to provide input on the implementation of the work programme on Article 6 of the Convention	Fifteen intergovernmental and eight non-governmental organizations were mobilized by the secretariat during the reporting period
The information network clearing house (CC:iNet) is used actively as a tool to enhance the exchange of information on activities under Article 6 of the	Number of registered users in different world regions Number of page displays and file downloads	A total of 385 users from different world regions were registered More than 41,000 page displays and almost 3,000 downloads were registered on CC:iNet during the reporting period

Convention	Level of satisfaction with CC:iNet of users surveyed	A total of 84 responses were received to an online user survey on CC:iNet conducted in January and February 2012; 86 per cent of survey respondents found that the navigation structure of CC:iNet provides easy access to information and 70 per cent rated the layout of CC:iNet web pages and the quality of information as good or excellent. The survey was advertised on the UNFCCC website and the homepage of CC:iNet and e-mail notifications were sent to all Parties and more than 1,600 admitted observer organizations as well as to registered CC:iNet users and participants of regional workshops on the implementation of Article 6 of the Convention
------------	--	--

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 21

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Adaptation programme
Objective 1: To support Parties, in particular developing country Parties, in assessing impacts, vulnerability and risks and in developing and implementing adaptation plans, policies and actions

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The overall coherent implementation of the Cancun Adaptation Framework (CAF) is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Fourteen mandates required output delivery during the reporting period, pertaining to all three components of the CAF. All mandates were delivered. Those that had a specific delivery date were delivered on time, except several documents depending on timely receipt of submissions and two documents that were slightly delayed owing to the timing of related activities
The work of the Adaptation Committee (AC)	Proportion of mandated AC reports delivered and delivered on time Number of working papers and information products prepared in support of the work programme of the AC Level of satisfaction of AC members with the secretariat's support for the work of the AC	Owing to the delay in membership nominations, the 1 st meeting of the AC was delayed until after the reporting period. Consequently, no activities could be initiated
The process for the formulation and implementation of national adaptation plans (NAPs) is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Six mandates to the secretariat required output delivery during the reporting period. These include requests for three miscellaneous documents, one synthesis report and ongoing mandates pertaining to the use and enhancement of existing databases and the collection and compilation of information for the Subsidiary Body for Implementation (SBI) to monitor and evaluate the NAP process. All mandates with specific deadlines were delivered on time

	Number of experts trained in the modalities and guidelines for the NAPs	Since the Least Developed Countries Expert Group (LEG) technical guidelines will only be available in December 2012, training, if any, can only be scheduled from 2013 onwards
The implementation of the work programme on loss and damage is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Seven mandates required output delivery during the reporting period. Two expert meetings were organized and one expert meeting report, one technical paper and one background document were produced, two out of which were slightly delayed owing to the timing of related mandated activities. The secretariat also complied with the mandates to invite experts from regional centres and networks to expert meetings and to engage stakeholders
The implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Four mandates required output delivery during the reporting period. These include a progress report to the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA), which was delivered on time, and ongoing mandates relating to stakeholder engagement and the development of information and knowledge products and their dissemination. One knowledge product on the private-sector initiative and one issue of the electronic newsletter (eUpdate) were produced during the reporting period. Stakeholder engagement is ongoing
	Number of action pledges by Nairobi work programme partners	During the reporting period the secretariat received a total of eight new action pledges, bringing the total number of action pledges received to 169
The work of the LEG is facilitated	Proportion of mandated LEG reports delivered and delivered on time	One LEG report was mandated to be delivered during the reporting period and was made available on time
	Number of working papers and information products prepared in support of the work programme of the LEG	A total of six such working papers and information products were prepared
	Level of satisfaction of LEG members with the secretariat's support of the work of the LEG	This information will be contained in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
Collaboration between the LEG and the Global Environment Facility (GEF) and its agencies is facilitated	Number of joint activities between the GEF and its agencies and the LEG facilitated by the secretariat	Three such activities were facilitated by the secretariat: one LEG meeting; one LEG side event at SBI 36; and the commencement of the development of training materials for LEG 2012–2013 regional training workshops through electronic means and interaction during subsidiary body sessions

Objective 2: To support the review of the adequacy of the long-term global goal and the consideration of various matters related to science, research and systematic observation

Expected result(s) *Performance indicator(s)* *Performance data*

Work by the Convention bodies on matters related to science, research and systematic observation is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Three mandates required output delivery during the reporting period. These include the continuation of the organization of the research dialogue, the production of miscellaneous documents containing additional views on the research dialogue and enhancing the visibility of scientific information relevant to the Convention on the UNFCCC website. The first two outputs were delivered on time, the third is ongoing in a timely manner
	Number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention	Fifteen presentations were made during the research dialogue held during SBSTA 36, with 11 presentations being made on behalf of 10 international research programmes and organizations and the Intergovernmental Panel on Climate Change, and four presentations made on behalf of Parties, with two of them representing a group of Parties
The review of the adequacy of the long-term global goal is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The secretariat has not received any specific mandates on this matter yet

Objective 3: To engage a wide range of stakeholders and to widely disseminate information by effective means, including through the UNFCCC website

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
A wide range of stakeholders is engaged in the implementation of all relevant mandates	Number of collaborative activities facilitated between organizations and between Parties and organizations	The programme continued the facilitation of collaborative activities between organizations and between Parties and organizations in all its different workstreams. These include organizing eight workshops, expert meetings and informal meetings, and one research dialogue meeting, the production of six documents with stakeholder input, contribution to the Momentum for Change initiative and ongoing communication with all stakeholders across all workstreams
	Diversity of engaged stakeholders, including by geographic region, type and sector	The diversity of engaged stakeholders spans all regions, types, sectors and climate hazards. Statistical data are constantly updated and available on the programme's partners, action pledges and experts database < http://unfccc.int/5005.php >
Comprehensive user-friendly information is made available in a timely manner	Number of visits to the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation	During the reporting period the main page to the adaptation portal < http://unfccc.int/4159 > was accessed 43,753 times. All related subpages had a total of 749,941 views
	Information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation is regularly updated	Information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation was updated on a continuous basis
	Level of satisfaction of users of the section of the UNFCCC website dedicated to adaptation	This information will be contained in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 22

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme
Objective 1: To support and optimize the operation of the clean development mechanism

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the clean development mechanism (CDM) Executive Board are organized efficiently and are well supported	Level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided by the programme for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided by the programme for their work will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
	Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	Eighty-eight per cent of meeting documents were made available fully in accordance with the rules of procedure. The remaining documents were late submissions pending inputs from external stakeholders and panels.
The work of the CDM Executive Board on methodologies is facilitated	Level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, Afforestation and Reforestation Working Group and CDM Small-scale Working Group with the support provided by the secretariat for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, Afforestation and Reforestation Working Group and CDM Small-scale Working Group with the support provided by the secretariat for their work will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
	Proportion of new methodologies processed fully in accordance with the established procedures and timelines	The secretariat facilitated the work of the CDM Executive Board on methodologies such that all new methodologies were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
	Proportion of requests for revisions of, clarifications to, and deviations from, approved methodologies processed fully in accordance with the procedures and timelines	The secretariat facilitated the work of the CDM Executive Board on methodologies such that 99 per cent of requests for revisions, clarifications and deviations were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
The registration of CDM projects and the issuance of certified emission reductions are facilitated	Proportion of summary notes delivered to the CDM Executive Board within the specified timelines	Ninety-six per cent of the summary notes prepared for the period 1 January 2012 to 30 June 2012 in accordance with the procedures for registration and the procedures for issuance were delivered within the specified timelines
	Proportion of project completeness checks conducted within the specified timelines	In the period January to June 2012, 96 per cent of the commenced completeness checks and 97 per cent of the commenced information and reporting checks were conducted within the specified timelines

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 23

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme

Objective 1: To provide legal advice and support so that the Convention and its Kyoto Protocol as well as the outcomes from the negotiations under the Bali Road Map are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol, as well as any new international agreement(s) adopted thereunder, are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints by Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and support provided by the secretariat	During the first half of 2012, the Legal Affairs programme issued at least 18 legal opinions on different legal issues, five of these directly to Parties, and provided legal advice on at least 18 different legal issues. The secretariat did not receive any complaints from Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice and the legal support provided by the secretariat during the reporting period
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat to the intergovernmental process and the operation and functioning of the constituted bodies under the Kyoto Protocol	The intergovernmental process was also a major area of concentration for the legal advice provided by the Legal Affairs programme during this period. Eight of the 18 legal opinions issued in the first half of 2012 dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Proportion of concerns, issues or disputes raised by public or private entities against constituted bodies under the Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against individuals serving on constituted bodies	The concerns and issues that were raised by public or private entities against constituted bodies or their members in the reporting period were expeditiously resolved and did not lead to legal action against any individuals serving on the constituted bodies

Objective 2: To facilitate the operations of the secretariat and to ensure that they are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations, the legislative authority of the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and UNFCCC	The number of contracts and other legal instruments between the secretariat and service providers, governments and other partners that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat	The secretariat concluded 53 legal instruments with third parties during the first half of 2012 after these instruments had been reviewed/drafted and cleared by the Legal Affairs programme. No disputes have arisen nor were issues raised in the implementation of these instruments

requirements	The number of audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat	From the period 1 January to June 2012, no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat
--------------	---	--

Objective 3: To facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms (Article 18 of the Kyoto Protocol, decisions 27/CMP.1, 4/CMP.2 and 4/CMP.4)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	Proportion of outputs made available on time	From 1 January 2012 to 30 June 2012, two meetings of the enforcement branch, one meeting of the facilitative branch and one meeting of the plenary took place. In the reporting period, the Legal Affairs programme delivered all its mandated outputs relating to the Compliance Committee on time (i.e. in accordance with the timelines set out in the procedures and mechanisms relating to compliance under the Kyoto Protocol (annex to decision 27/CMP.1) and the rules of procedure of the Compliance Committee of the Kyoto Protocol (annex to decision 4/CMP.2, as amended by decision 4/CMP.4))
	Level of satisfaction expressed by members of the Compliance Committee and alternate members regarding secretariat support	Information on the level of satisfaction expressed by members of the Compliance Committee and alternate members with support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
The CMP is provided with adequate and effective support in the development of policy guidance to the Compliance Committee	Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat in the development of policy guidance	No session of the CMP was held during the reporting period. The secretariat provides support in the development of policy guidance to the Compliance Committee towards the end of each year, when the annual report of the Compliance Committee to the CMP is made available
Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion	Proportion of Compliance Committee documents made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, Parties concerned and the general public in accordance with the rules of procedure of the Compliance Committee	In the reporting period, all the Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, the Party with respect to which a question/questions of implementation had been raised and the public, as appropriate, in accordance with the timelines set out in the annex to decision 27/CMP.1 and the annex to decision 4/CMP.2, as amended by decision 4/CMP.4

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol

Table 24

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme

Objective 1: To advance the climate change intergovernmental process as a result of participation in UNFCCC conferences and events

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat's relations with Parties are strengthened through networking, the provision of information, in-depth insight and analysis, problem solving and the appropriate treatment of delegates according to protocol	Proportion of communications responded to Average response	The programme responded to all communications The average response time was 67 minutes
Representatives of eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in this process	Proportion of eligible participants funded	A total of 218 participants were eligible for funding during the reporting period. Ninety-one per cent were actually funded. The remaining 9 per cent did not take advantage of the offer for funding, mainly because they did not respond to the offer or declined the offer for unknown reasons
Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted and participate within the capacity limit of the venue	Efficiency of admission process (waiting and processing time) Proportion of timely applications that are reviewed and processed in time for possible admission to the Conference of the Parties (COP)	Notification of admission was not to be undertaken during the reporting period A total of 150 applications were received during the reporting period and all were reviewed and processed in time for possible admission to COP 18
Input by observer organizations to the intergovernmental process is facilitated	Number of opportunities to make submissions to the negotiation process and opportunities to intervene at plenary and in contact groups and in-session workshops of UNFCCC sessions	During the reporting period, observer organizations made a total of 141 submissions to the negotiation process. In addition, observer organizations made a total of 32 interventions at the subsidiary body sessions held in May 2012 in Bonn, Germany, in plenary or in contact group meetings or during in-session workshops

Objective 2: To facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents, and ensuring their timely availability

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Official documents are available on time	Percentage of documents, including versions in the six official languages, that have been submitted to the Conference Affairs Services programme in accordance with United Nations deadlines available to Parties on time	A total of 75 documents were mandated to be made available during the reporting period. All documents were made available and 47 per cent of the regular documents (nine of 19) were made available in accordance with the United Nations deadlines for translated documents

Objective 3: To provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support so that meetings proceed smoothly and productively

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings	Number of complaints received with regard to conference facilities	No complaints were received with regard to conference facilities during the reporting period
Comprehensive and functional working conditions for staff are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings	Number of reports of technical failures for sound, projectors, electricity, etc., relative to the size, duration and frequency of workshops and meetings	No reports of technical failures for sound, projectors, electricity, etc., were received during the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 25

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Communications and Knowledge Management Services programme

Objective 1: To make available to Parties, observer organizations, the public and other stakeholders authoritative and up-to-date information regarding the UNFCCC process in a user-friendly and cost-efficient manner

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The UNFCCC website is recognized as the central information source for authoritative, up-to-date, comprehensive and user-friendly information on the UNFCCC process	Number of users accessing website content	A total of about five million visits to the website were made during the reporting period
	Amount of data downloaded	Over 16 million pdf documents were accessed
	Number of webcast visits	Over 65,000 webcast visits were made
The UNFCCC publications meet the needs of Parties and stakeholders	Level of satisfaction of Parties and stakeholders with the publications	Information on the level of satisfaction of Parties and stakeholders with the publications will be made available in the performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013
Journalists from developed and developing countries consistently attend intersessional and sessional meetings	Number of journalists from developed and developing countries attending the sessional meetings	Forty-three journalists attended the sessions of the subsidiary bodies in May 2012
External communication efforts regarding the UNFCCC are coordinated across the United Nations system	Evaluation of the outcomes of the annual communications plan of the United Nations Communications Group Task Force on Climate Change	Information on the evaluation of the outcomes of the 2012 communications plan of the United Nations Communications Group Task Force on Climate Change will be made available in the performance report covering the period 1 January 2012 to 30 June 2013

Global and specialist media and non-governmental organizations are informed about the progress and the decisions of the intergovernmental process and its objectives	Assessment of information and data on online accesses to information on the website and comments posted to Facebook and retweets of secretariat tweets on Twitter	In the first half of 2012, the secretariat posted a total of 234 tweets on Twitter and 310 comments on the UNFCCC Facebook site. Many of these messages were spread within the stakeholder community, with individual tweets by the Executive Secretary on the United Nations climate process and related events retweeted up to 70,000 times. Following Communications and Knowledge Management Services (CKM) programme social media support of the first long-term finance workshop, the head of Climate Action Network International, an umbrella organization comprising more than 700 non-governmental organizations, personally thanked the Executive Secretary for fully enabling civil society participation via social media and webcasts
	Number of media that the UNFCCC reaches	CKM reached more than 3,000 journalists via its global media distribution lists. A total of 32,000 individuals and organizations were reached via social media (Twitter and Facebook) and around 43,000 via the UNFCCC electronic newsletter

Objective 2: To facilitate search and retrieval of UNFCCC documents and to improve knowledge-sharing and collaboration

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties, observers, secretariat staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation of the climate change negotiation process	Number of official documents published on the UNFCCC website within the agreed time frames	A total of 715 official documents were posted in a timely manner
Records are managed in accordance with secretariat policy and guidelines	Number of electronic records captured in the secretariat's records management system	During the reporting period, no additional records were captured in the secretariat's records management system. The total number of records captured so far is 3,472
Internal communication, collaboration and knowledge-sharing is improved through the use of the appropriate tools and systems, including an enhanced Intranet	Level of staff satisfaction with the relaunched Intranet	Staff provided feedback indicating that finding information on the secretariat Intranet has become much easier since its relaunch in late 2011

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 26

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Information Technology Services programme

Objective 1: To maintain and strengthen the secretariat's information technology (IT) infrastructure

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The IT network infrastructure and support provide an enabling environment for the secretariat to service the Parties' requirements for conferences and mandated activities	Ninety-eight per cent overall planned information and communications technology network availability	Out of 17 monitored systems, 14 reached an availability of over 98 per cent. Three of the systems reached an availability of between 97 per cent and 98 per cent, owing to failures of ageing hardware. For these three systems technology redesign projects have already been initiated During the reporting period, the Information Technology Services (ITS) programme supported a subsidiary body session in Bonn, Germany, 49 workshops within the Bonn region and three external workshops in Parties not included in Annex I to the Convention; 15 workshops involved the provision of virtual presence facilities, such as WebEx or Skype, which enabled remote delegates to actively participate in the workshops without having to travel
Service levels in relation to the help desk and security and disaster recovery meet the requirements	Incident/problem management times meet at a minimum the agreed times in the service-level agreement (SLA)	During the reporting period, 6,423 work orders were created by the in-house service desk (which excludes the externally contracted international transaction log (ITL) service desk). A total of 98 per cent were answered within the timelines specified in the SLA and 90 per cent were resolved within the timelines specified in the SLA. Remedial actions will be investigated during the second half of 2012 to improve the resolution rate The performance metrics set for the ITL service desk are: 90 per cent of phone calls answered within 10 seconds, no more than 5 per cent of calls abandoned (user hanging up before being answered) within 20 seconds and 85 per cent of e-mails answered within 30 minutes. These three targets were met and exceeded for the six-month period ending in June 2012: 96 per cent of phone calls were answered within 10 seconds, 3 per cent of phone calls were abandoned within 20 seconds and 95 per cent of e-mails were answered within 30 minutes
Information system for Parties and secretariat use are well developed and supported	All systems are delivered and/or supported in accordance with the requirements defined in the engagement agreements (EAs)	Six out of 10 expected EAs have been signed between ITS and the programmes The current EA season has registered a total of 191 projects and services – comprising 73 funded, 66 potentially funded and 52 unfunded required activities An EA prioritization process is in progress to review and advise on the selection of the most important projects to implement out of the 52 unfunded projects and services. This work is being carried out by a small task force mandated by the Deputy Executive Secretary

		A monthly EA report (with operational indicators on projects/services and budgetary status) started being sent out to the programmes in June 2012 Given that the work on most systems delivery and enhancements is accomplished over the year and the late signing of EAs, statistics on actual percentages of systems delivered will be available only at the year end The technology information clearing house (TT:Clear) system reached an availability rate of 97.3 per cent and the web submission workflow system reached an availability rate of 97.63 per cent. Both systems did not reach the availability target. Remedial actions will be investigated during last half of 2012 to improve the resolution rate
The UNFCCC systems supporting the operation of market-based mechanisms under the Kyoto Protocol function properly	The ITL, the clean development mechanism registry and other information systems supporting the market-based mechanisms are available without unplanned interruptions; their downtimes are kept to a minimum	The ITL has an annual availability target of 99.9 per cent for its production system. The ITL has an annual availability target of 98.5 per cent for its non-production system For the six-month period ending in June 2012, the production system availability stood at 99.82 per cent, missing the targeted threshold. The availability of the non-production system was 99.7 per cent, exceeding the target. Remedial actions will be investigated during the second half of 2012 in order to improve the availability rate of the production system The clean development mechanism/joint implementation information system reached an availability rate of 95 per cent and did not reach the availability target of 98 per cent. Remedial actions will be investigated during second half of 2012 in order to improve the availability rate

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.

Table 27

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Administrative Services programme

Objective 1: To facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol, and decision 15/CP.1)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed on the receipt and use of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	The audited financial statements for the biennium 2010–2011 were completed on time and will be presented to the Subsidiary Body for Implementation in November 2012

Coherence and transparency in fundraising and use of funds	Proportion of donor reports sent on time	A total of 38 donor reports were due during the reporting period, out of which 17 (or 44.7 per cent) were issued on time. In addition, the programme issued five out of seven overdue reports from the previous period
Optimal budget implementation rate	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget	The 2012–2013 core budget for the secretariat had a budget implementation rate of 46.8 per cent through to June 2012, which is below the ideal implementation rate of 50 per cent
Compliance with United Nations financial rules and regulations and with UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 10 audit recommendations made for the biennium 2008–2009, seven (70 per cent) were fully implemented. The United Nations Board of Auditors noted an improved implementation rate compared with the 38 per cent in the previous biennium. The Board plans to issue three new audit recommendations as a result of the 2010–2011 audit

Objective 2: To facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to support mandated activities to the largest extent possible (Article 8, para. 2(f), of the Convention, and Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff reflecting a broad geographic spectrum and gender balance are recruited and retained	Percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties)	As at 30 June 2012, a share of 49.4 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties
	Percentage of recruitment completed within the required time frame	The targeted time frame for recruiting UNFCCC staff (from posting of the vacancy announcement on the UNFCCC website to notification of the selected candidate) is four months. A total of 17 (83 per cent) recruitment cases were completed during the reporting period in accordance with the above time frame
	Percentage of women in Professional and higher-level posts	As at 30 June 2012, 42.4 per cent of staff in the Professional and higher levels were women
	Number of training programmes designed and implemented	A total of 138 classroom training sessions took place during the reporting period A total of 29 e-learning courses were made available to staff The Skillsoft courses library, comprising 2,695 course titles, was partially made available to staff in some programmes

Objective 3: To provide travel and procurement services that respond adequately to the needs of Parties (Article 8, para. 2(f), of the Convention, and Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
---------------------------	------------------------------	-------------------------

Travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	Proportion of participants attending meetings versus nominations	Ninety-one per cent of nominated participants attended meetings (1,168 out of 1,277)
Procurement of goods and services is carried out in a timely manner in accordance with United Nations rules and regulations and with UNFCCC policies	Percentage of procurement cases processed within established time frames	Over 98 per cent of procurement cases were processed within the established time frames (361 out of 366)
	Average number of responses received per tender	On average, more than three offers, bids and proposals were received in response to each of the secretariat's 63 tenders conducted in the reporting period
	Difference between vendors selected and highest offer received	On average, the offers selected following a tendering process were 34 per cent less expensive than the highest offers received

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under the Kyoto Protocol.